

Capital et idéologie

Thomas Piketty

Paris 8 Saint-Denis, IEE, 16 septembre 2019

**THOMAS
PIKETTY**



**CAPITAL
ET
IDÉOLOGIE**

SEUIL

Cette présentation s'appuie sur une partie des graphiques et tableaux rassemblés dans mon livre *Capital et idéologie* (2019)

Une histoire économique, sociale et politique des régimes inégalitaires, depuis les sociétés trifonctionnelles et esclavagistes jusqu'aux sociétés postcoloniales et hyper-capitalistes

Par comparaison au *Capital au 21^e siècle* (2013), *Capital et idéologie* est un livre moins occidentalocentré, plus politique et axé sur les fragilités et les transformations des idéologies inégalitaires

Un bien meilleur livre (je crois!)

Plan du livre

Première partie. Les régimes inégalitaires dans l'histoire

Chap. 1. Les sociétés ternaires : l'inégalité trifonctionnelle

Chap. 2. Les sociétés d'ordres européennes : pouvoir et propriété

Chap. 3. L'invention des sociétés de propriétaires

Chap. 4. Les sociétés de propriétaires : le cas de la France

Chap. 5. Les sociétés de propriétaires : trajectoires européennes

Seconde partie. Les sociétés esclavagistes et coloniales

Chap. 6. Les sociétés esclavagistes : l'inégalité extrême

Chap. 7. Les sociétés coloniales : diversité et domination

Chap. 8. Sociétés ternaires et colonialisme : le cas de l'Inde

Chap. 9. Sociétés ternaires et colonialisme : trajectoires eurasiatiques

Troisième partie. La grande transformation du 20^e siècle

Chap. 10. La chute des sociétés de propriétaires

Chap. 11. Les sociétés sociales-démocrates : l'égalité inachevée

Chap. 12. Les sociétés communistes et post-communistes

Chap. 13. L'hyper-capitalisme : entre modernité et archaïsme

Quatrième partie. Repenser les dimensions du conflit politique

Chap. 14. La frontière et la propriété : la construction de l'égalité

Chap. 15. Gauche brahmane : les nouveaux clivages euro-américains

Chap. 16. Social-nativisme : le piège identitaire post-colonial

Chap. 17. Éléments pour un socialisme participatif au 21^e siècle

Pour accéder à des extraits du livre, à l'ensemble des graphiques, tableaux et séries de données et à cette présentation: **voir piketty.pse.ens.fr/ideologie**

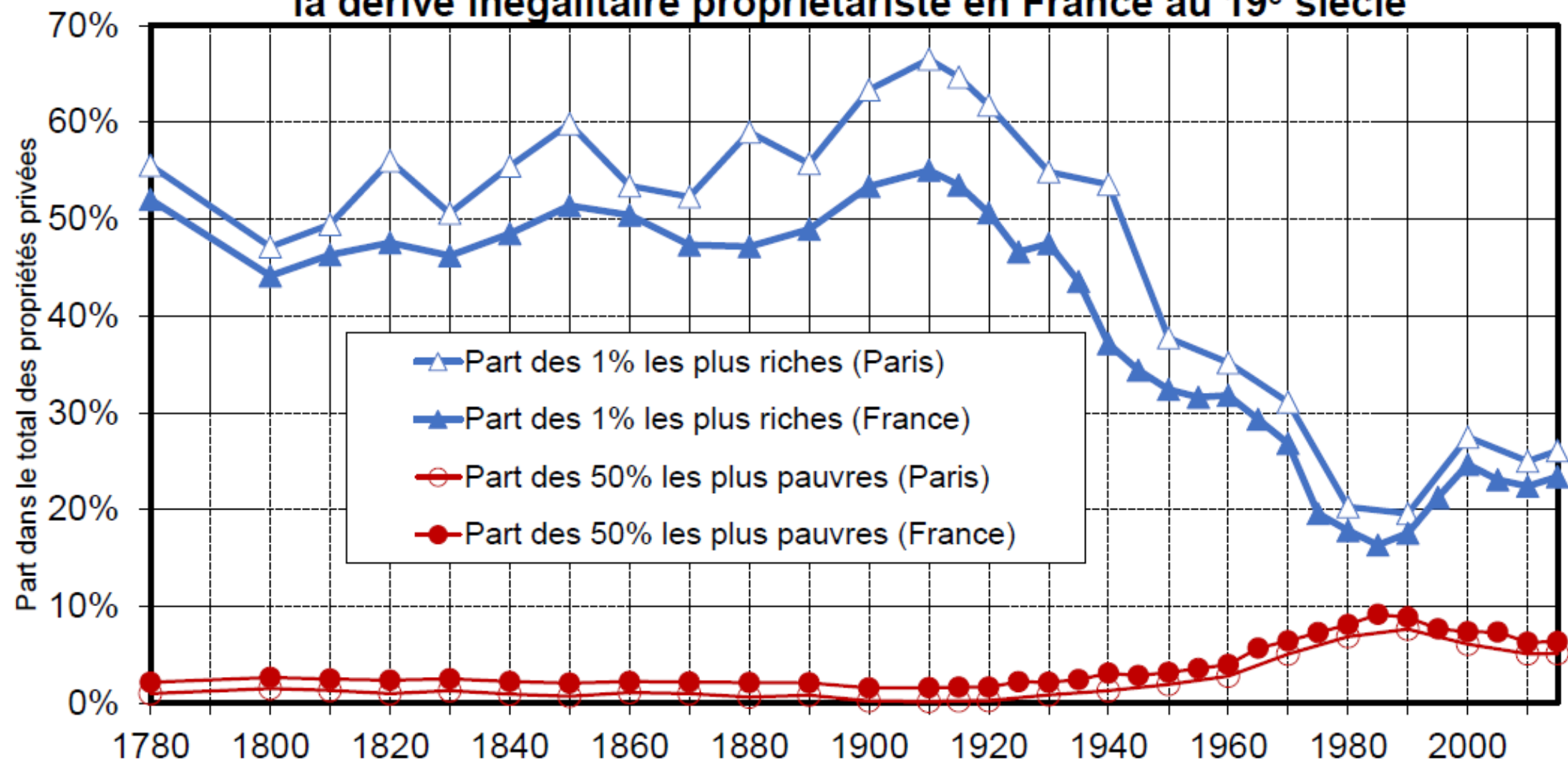
Plan de cette présentation

- **1. L'échec de la Révolution française, la sacralisation de la propriété au 19^e siècle, le sommet inégalitaire colonial**
- **2. Les mobilisations sociales, le mythe du marché auto-régulé, et la réduction des inégalités au 20^e siècle**
- **3. Le post-communisme, l'échec du reaganisme et le risque d'une nouvelle dérive nationaliste et identitaire au 21^e siècle**
- **4. Pistes pour une sortie de crise apaisée: le social-fédéralisme et le socialisme participatif**

1. L'échec de la Révolution française et la sacralisation de la propriété au 19^e siècle

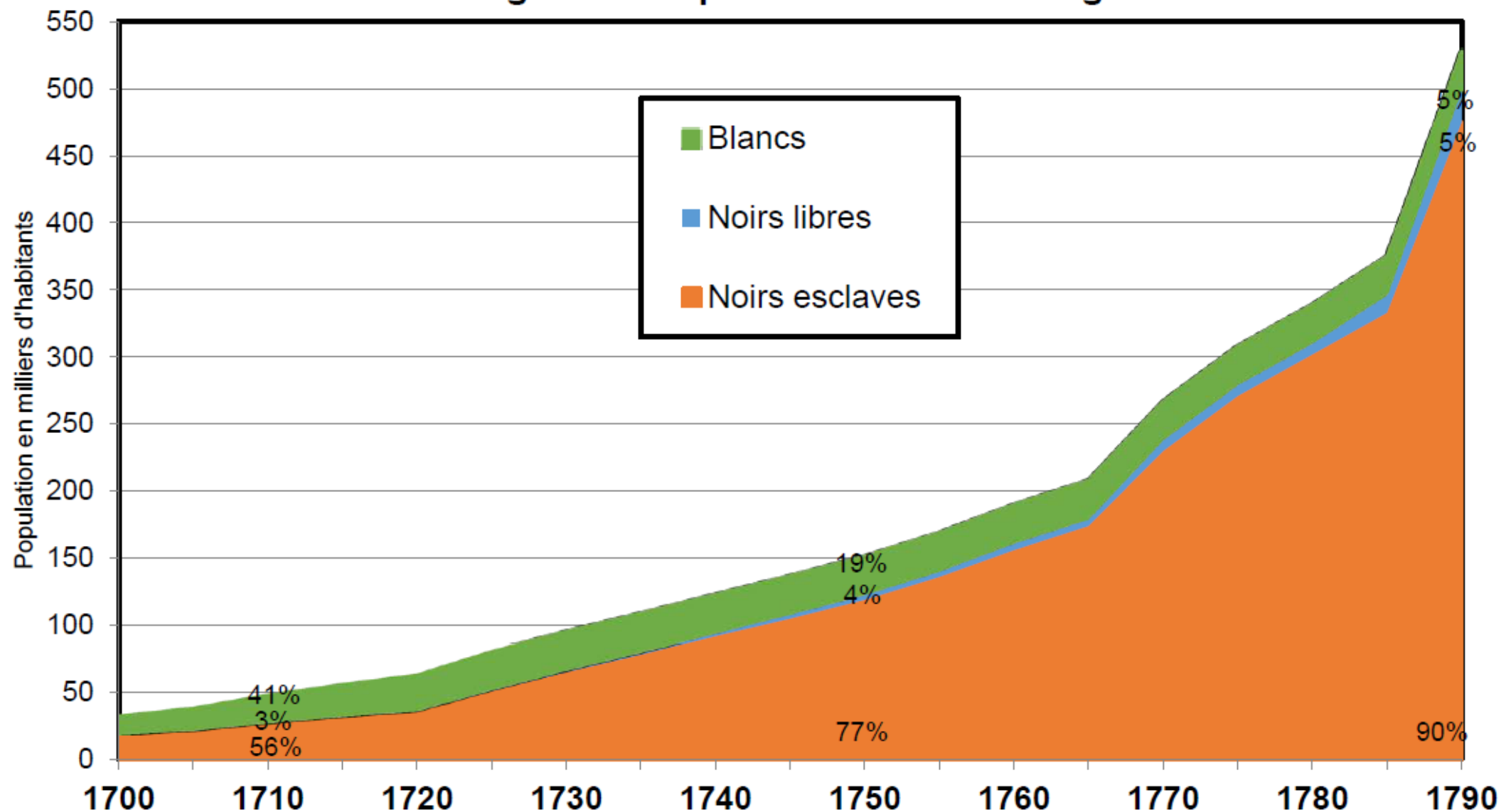
- La Révolution proclame l'égalité formelle des droits, mais sacralise le droit de propriété comme nouvelle religion, par peur de ne pas savoir où s'arrêter dans la redistribution
→ inégalités croissantes de 1815 à 1914
- La compensation financière aux propriétaires d'esclaves comme forme extrême de sacralisation du droit de propriété et de l'inégalité
- Le sommet inégalitaire colonial

L'échec de la Révolution française: la dérive inégalitaire propriétaire en France au 19^e siècle



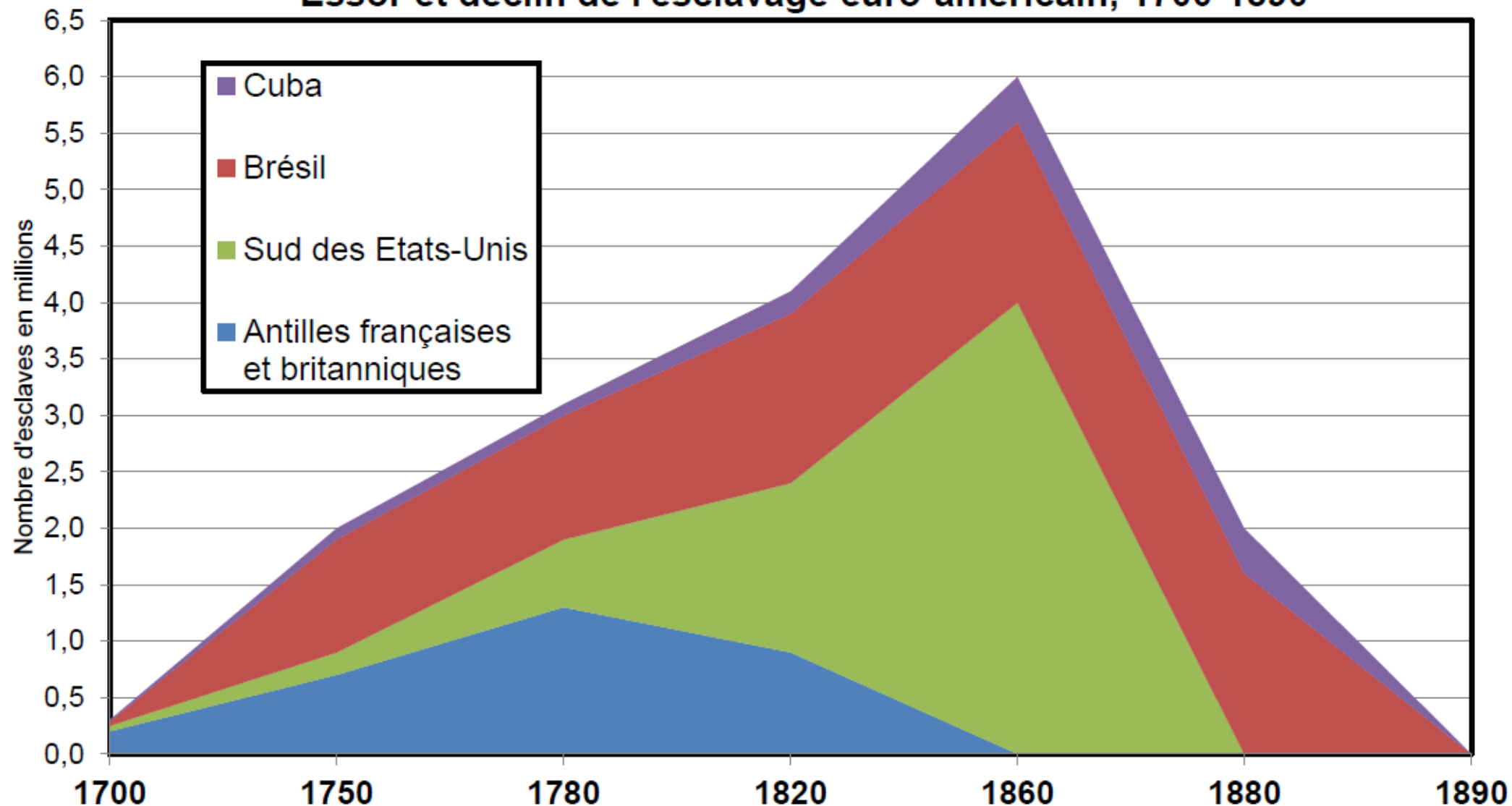
Lecture. A Paris, les 1% les plus riches détenaient environ 67% du total des propriétés privées en 1910, contre 49% en 1810 et 55% en 1780. Après une légère diminution pendant la Révolution française, la concentration de la propriété s'est accrue en France (et notamment à Paris) au cours du 19^e siècle et jusque la Première guerre mondiale. Sur longue période, la chute des inégalités a eu lieu à la suite des guerres mondiales (1914-1945), et non de la Révolution de 1789. **Sources et séries:** voir piketty.pse.ens.fr/ideologie (graphique 4.1).

Une île esclavagiste en expansion: Saint-Domingue 1700-1790



Lecture. La population totale de Saint-Domingue (Haïti) est passée d'à peine 50 000 personnes en 1700-1710 (dont 56% d'esclaves, 3% de libres de couleur et métisses, et 41% de blancs) à plus de 500 000 personnes en 1790 (dont 90% d'esclaves, 5% de libres de couleur et métisses, et 5% de blancs). Sources et séries: voir piketty.pse.ens.fr/ideologie (graphique 6.2).

Essor et déclin de l'esclavage euro-américain, 1700-1890



Lecture. Le nombre d'esclaves dans les plantations euro-américaines de l'espace atlantique atteint 6 millions en 1860 (dont 4 millions dans le sud des Etats-Unis, 1,6 millions au Brésil et 0,4 million à Cuba). L'esclavage dans les Antilles françaises et britanniques (auxquelles ont été rattaché Maurice, la Réunion et le Cap) atteint son zénith vers 1780-1790 (1,3 millions), puis décline à la suite de la révolte de St-Domingue (Haïti) et des abolitions de 1833 et 1848. **Sources et séries:** voir piketty.pse.ens.fr/ideologie (graphique 6.4).

Quelques propositions d'impôt progressif en France au 18^e siècle

Graslin : impôt progressif sur le revenu

(Essai analytique sur la richesse et l'impôt , 1767)

Multiple du revenu moyen	Taux effectif d'imposition
0,5	5%
20	15%
200	50%
1300	75%

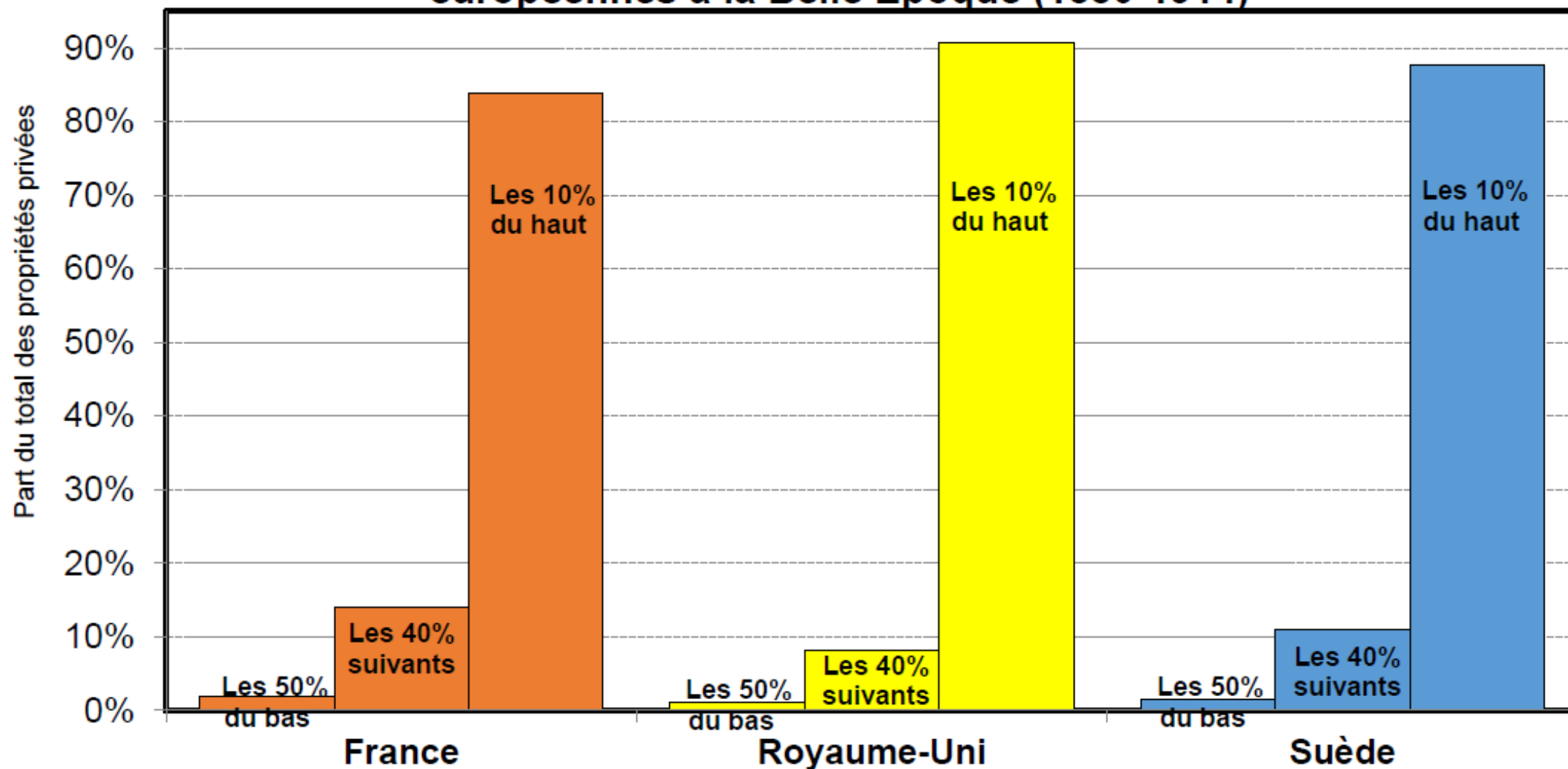
Lacoste : impôt progressif sur l'héritage

(Du droit national d'hérédité, 1792)

Multiple du patrimoine moyen	Taux effectif d'imposition
0,3	6%
8	14%
500	40%
1500	67%

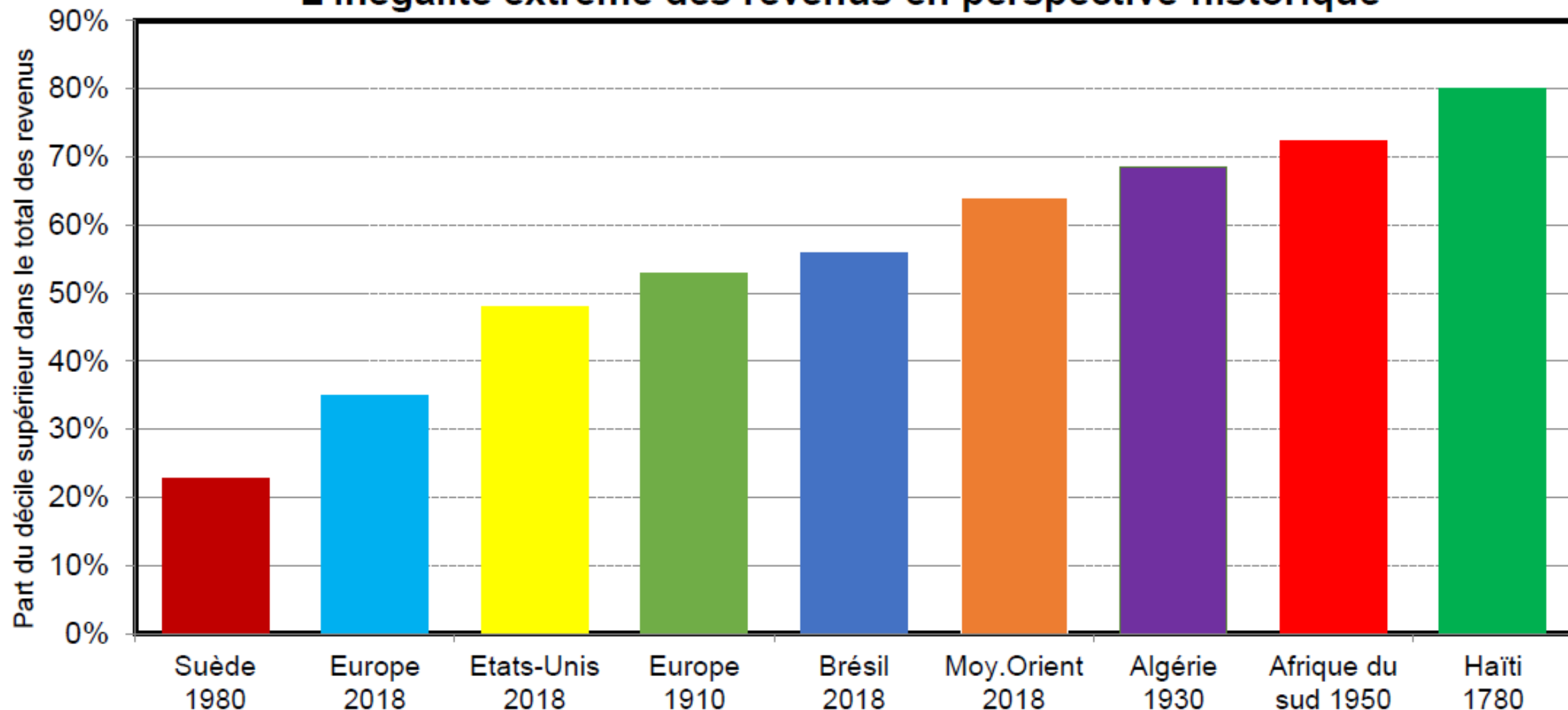
Lecture. Dans le projet d'impôt progressif sur le revenu présenté par Graslin en 1767, le taux effectif d'imposition passe graduellement de 5% pour un revenu annuel de 150 livres tournois (environ la moitié du revenu moyen par adulte de l'époque) à 75% pour un revenu de 400 000 livres (environ 1300 fois le revenu moyen). On observe une progressivité comparable dans le projet d'impôt progressif sur l'héritage présenté par Lacoste en 1792. **Sources:** voir piketty.pse.ens.fr/ideologie (tableau 3.1).

L'inégalité patrimoniale extrême: les sociétés de propriétaires européennes à la Belle Epoque (1880-1914)



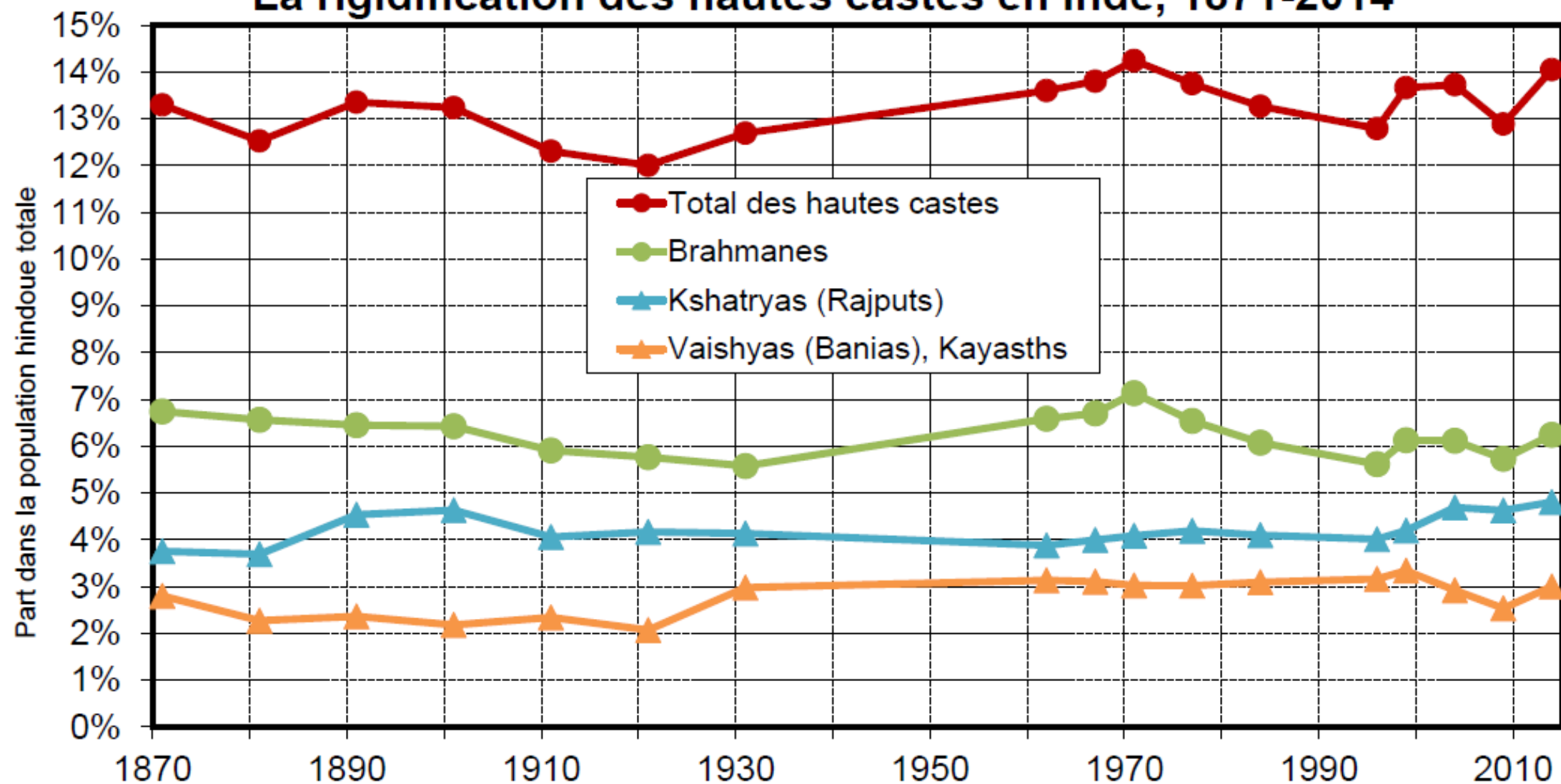
Lecture. La part des 10% des patrimoines les plus élevés dans le total des propriétés privées (actifs immobiliers, professionnels et financiers, nets de dettes) était en moyenne de 84% en France entre 1880 et 1914 (contre 14% pour les 40% suivants et 2% pour les 50% les plus pauvres), 91% au Royaume-Uni (contre 8% et 1%) et 88% en Suède (contre 11% et 1%). **Sources et séries:** voir piketty.pse.ens.fr/ideologie (graphique 5.6).

L'inégalité extrême des revenus en perspective historique



Lecture. Sur l'ensemble des sociétés observées, la part du revenu total dont bénéficient les 10% des revenus les plus élevés varie de 23% en Suède en 1980 à 81% à Saint-Domingue (Haïti) en 1780 (qui comprenait 90% d'esclaves). Les sociétés coloniales telles que l'Algérie et l'Afrique du Sud se situent en 1930-1950 parmi les plus hauts niveaux d'inégalité observés dans l'histoire, avec environ 70% du revenu total pour le décile supérieur, qui regroupe la population européenne. **Sources et séries:** voir piketty.pse.ens.fr/ideologie (graphique 7.3).

La rigidification des hautes castes en Inde, 1871-2014

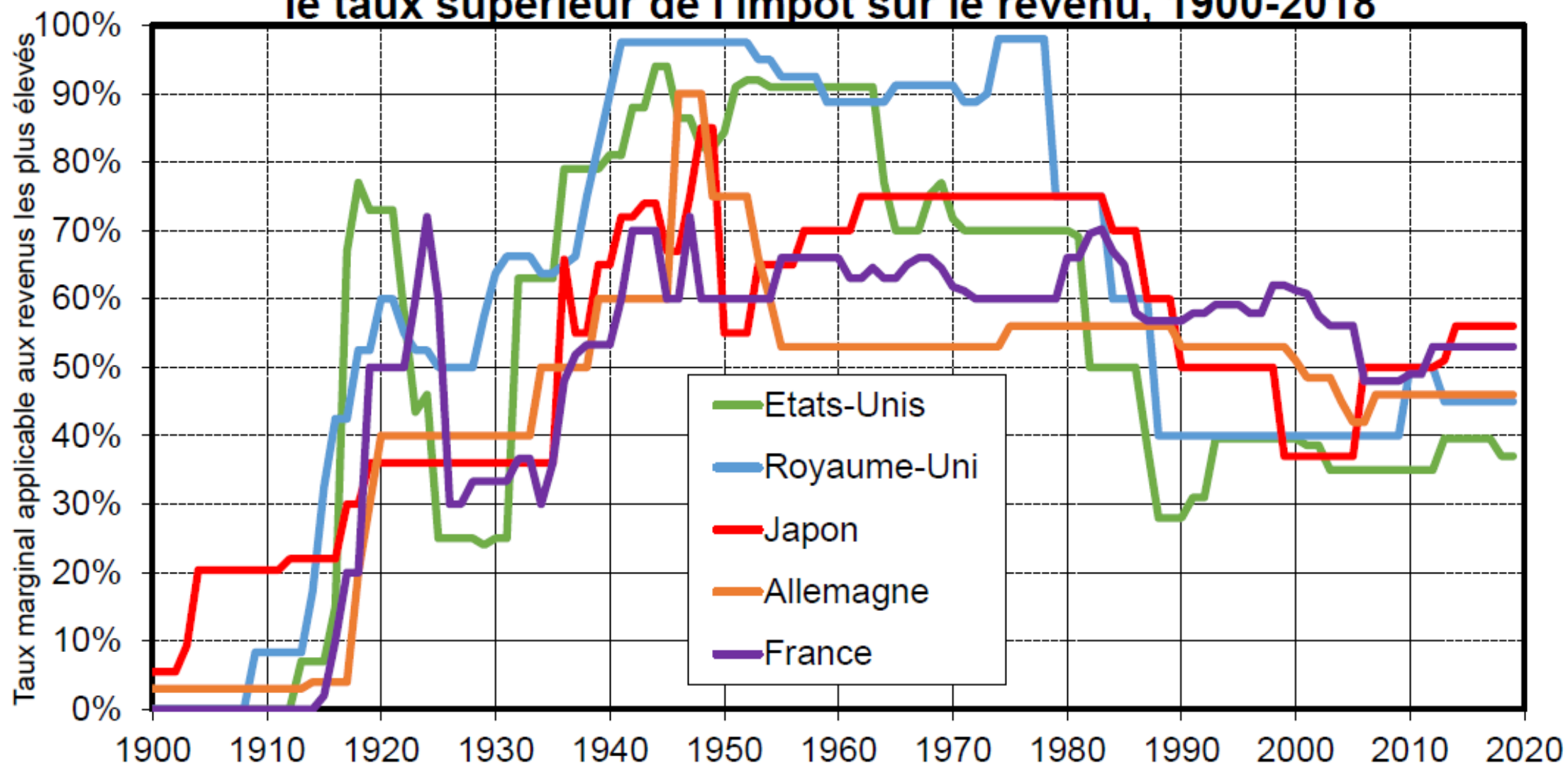


Lecture. Les résultats indiqués ici sont issus des recensements coloniaux britanniques de 1871 à 1931 et des enquêtes post-électorales (auto-déclaration) de 1962 à 2014. On constate une relative stabilité dans le temps de la proportion de personnes enregistrées comme brahmanes (anciennes classes de prêtres et de lettrés), kshatryas (rajputs) (anciennes classes de guerriers), et dans les autres castes élevées : vaishyas (banias) (artisans, commerçants) et kayasths (écrivains, comptables). N'ont pas été prises en compte ici d'autres castes élevées locales tels les marathas (environ 2% de la population). **Sources et séries:** voir piketty.pse.ens.fr/ideologie (graphique 8.4).

2. Les mobilisations sociales, le mythe du marché auto-régulé, et la réduction des inégalités au 20^e siècle

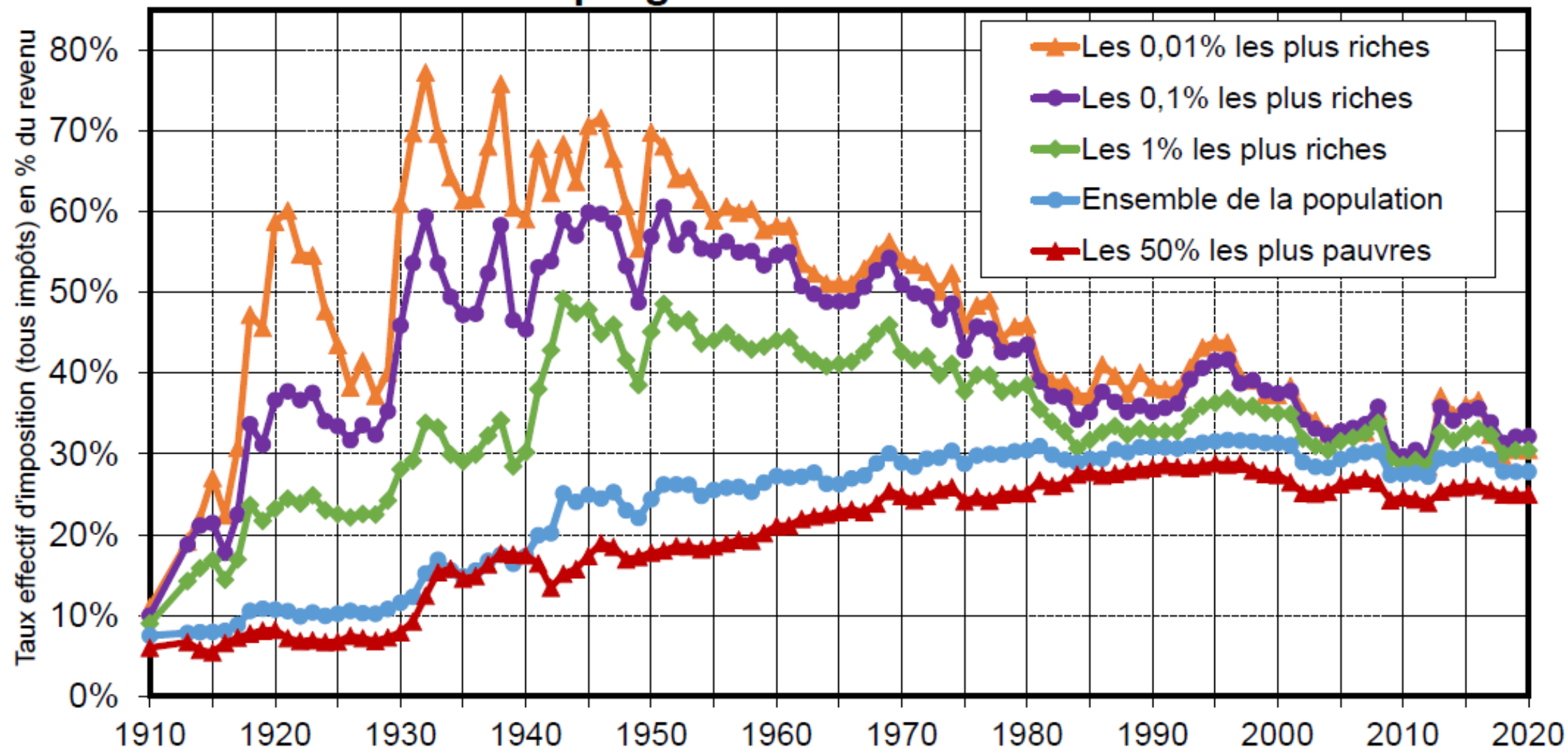
- Les mobilisations sociales et les mouvements socialistes conduisent à partir de la fin du 19^e siècle et du début du 20^e siècle aux prémises d'un mouvement allant vers la réduction des inégalités
- Ce mouvement a été fortement accéléré par les crises violentes des années 1914-1945, elles-mêmes conséquences des très fortes tensions créées par les inégalités nationales et internationales

L'invention de la progressivité fiscale: le taux supérieur de l'impôt sur le revenu, 1900-2018



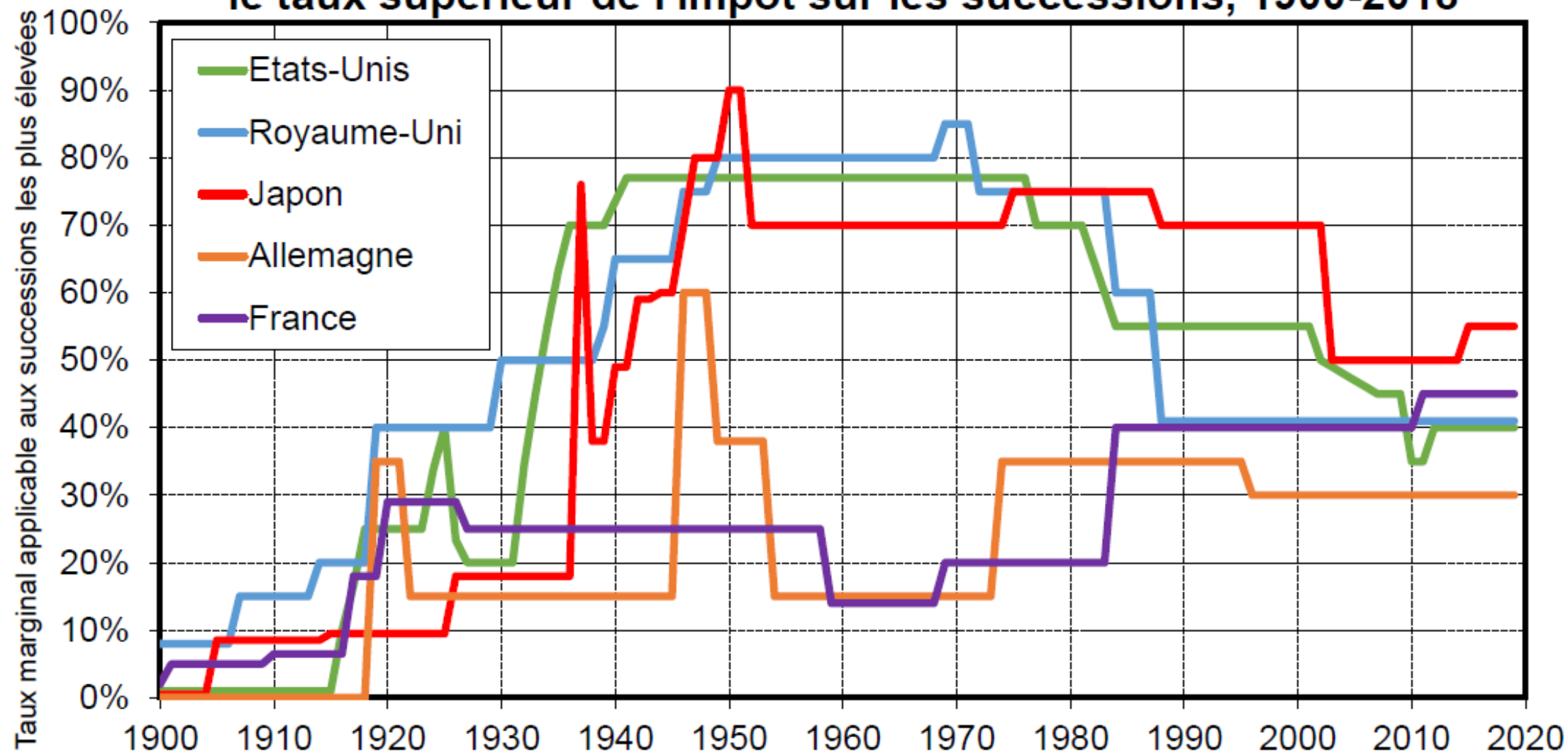
Lecture. Le taux marginal d'imposition applicable aux revenus les plus élevés était en moyenne de 23% aux Etats-Unis de 1900 à 1932, de 81% entre 1932 à 1980, et de 39% entre 1980 et 2018. Sur ces mêmes périodes, le taux supérieur a été de 30%, 89% et 46% au Royaume-Uni, de 26%, 68% et 53% au Japon, de 18%, 58% et 50% en Allemagne, et de 23%, 60% et 57% en France. La progressivité fiscale a été maximale au milieu du siècle, particulièrement aux Etats-Unis et au Royaume-Uni. **Sources et séries:** voir piketty.pse.ens.fr/ideologie (graphique 10.11).

Taux effectifs et progressivité aux Etats-Unis 1910-2020



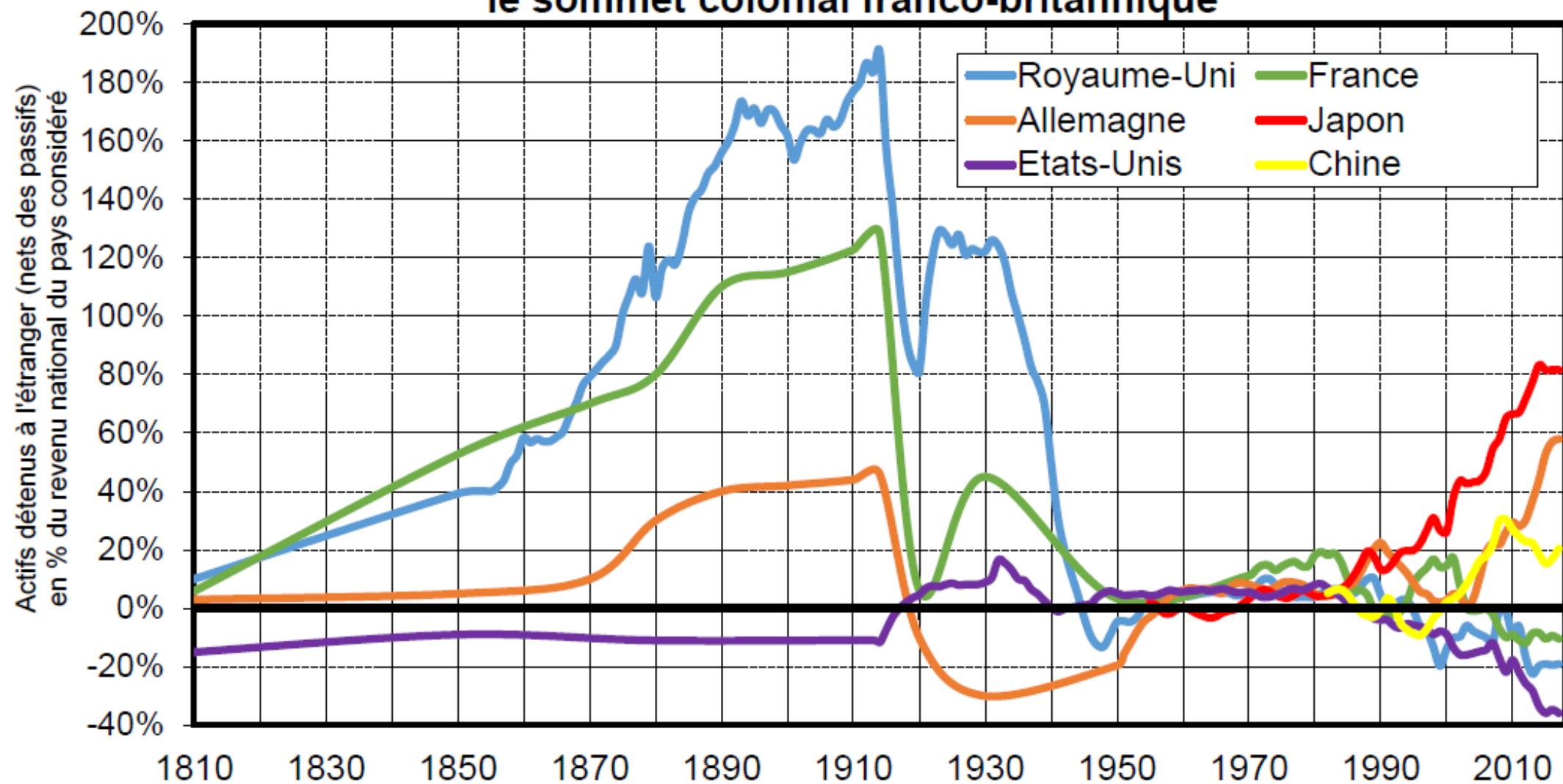
Lecture. De 1915 à 1980, le système fiscal était fortement progressif aux Etats-Unis, dans le sens où les taux effectifs d'imposition acquittés par les plus hauts revenus (tous impôts confondus, et en % du revenu total avant impôts) était significativement plus élevé que le taux effectif moyen acquitté par l'ensemble de la population (et en particulier par les 50% des revenus les plus bas). Depuis 1980, le système fiscal est faiblement progressif, avec des écarts limités de taux effectifs d'imposition. **Sources et séries:** voir piketty.pse.ens.fr/ideologie (graphique 10.13).

L'invention de la progressivité fiscale: le taux supérieur de l'impôt sur les successions, 1900-2018



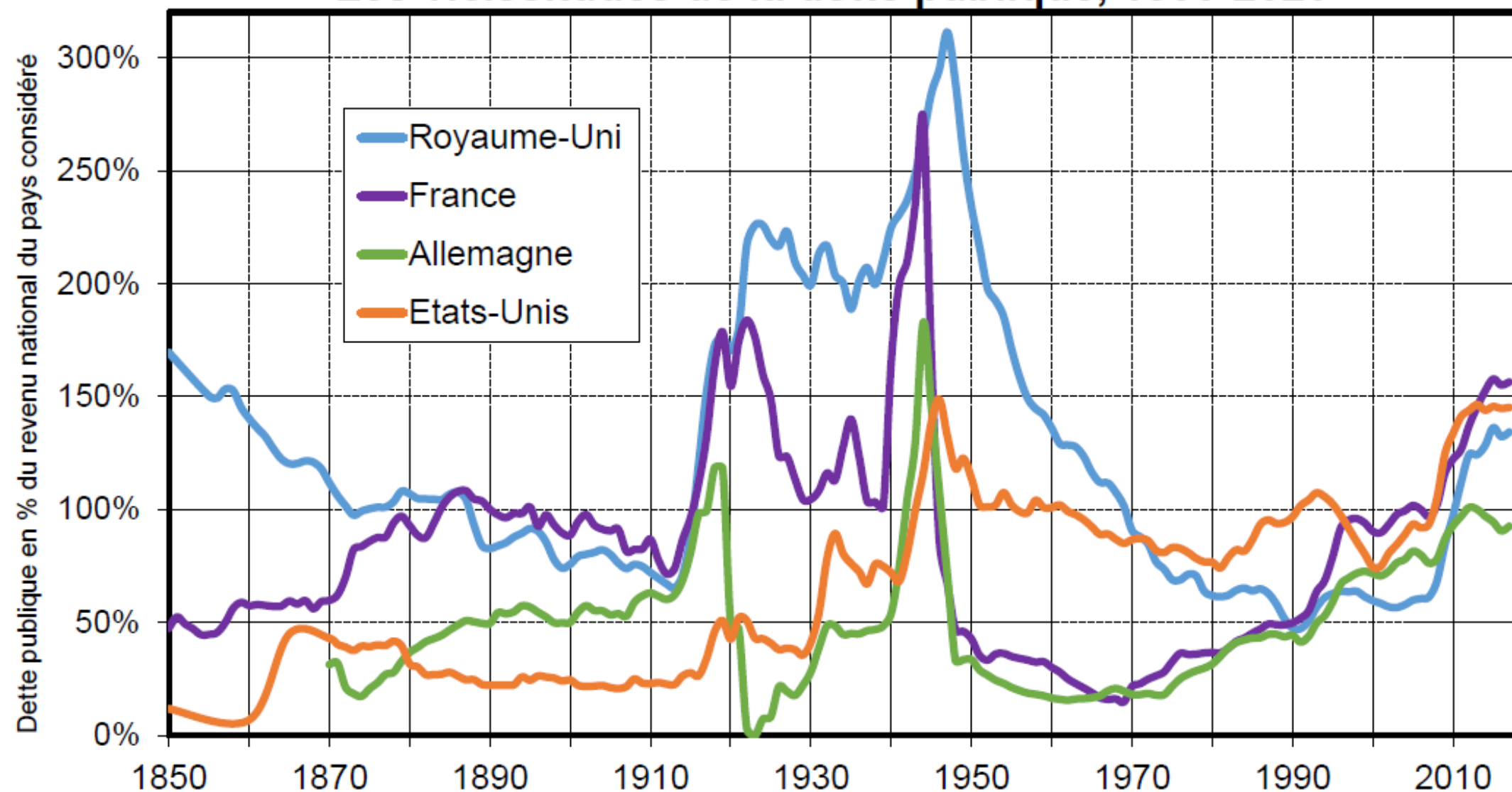
Lecture. Le taux marginal d'imposition applicable aux successions les plus élevées était en moyenne de 12% aux Etats-Unis de 1900 à 1932, de 75% entre 1932 à 1980, et de 50% entre 1980 et 2018. Sur ces mêmes périodes, le taux supérieur a été de 25%, 72% et 46% au Royaume-Uni, de 9%, 64% et 63% au Japon, de 8%, 23% et 32% en Allemagne, et de 15%, 22% et 39% en France. La progressivité fiscale a été maximale au milieu du siècle, particulièrement aux Etats-Unis et au Royaume-Uni. **Sources et séries:** voir piketty.pse.ens.fr/ideologie (graphique 10.12).

Les actifs étrangers en perspective historique: le sommet colonial franco-britannique



Lecture. Les actifs étrangers nets, c'est-à-dire la différence entre les actifs détenus à l'étranger par les propriétaires résidents dans le pays considéré (y compris le gouvernement) et les actifs détenus dans ce pays par les propriétaires du reste du monde, s'élevait en 1914 à 191% du revenu national au Royaume-Uni et à 125% en France. En 2018, les actifs étrangers nets atteignent 80% du revenu national au Japon, 58% en Allemagne et 20% en Chine. **Sources et séries:** voir piketty.pse.ens.fr/ideologie (graphique 7.9).

Les vicissitudes de la dette publique, 1850-2020

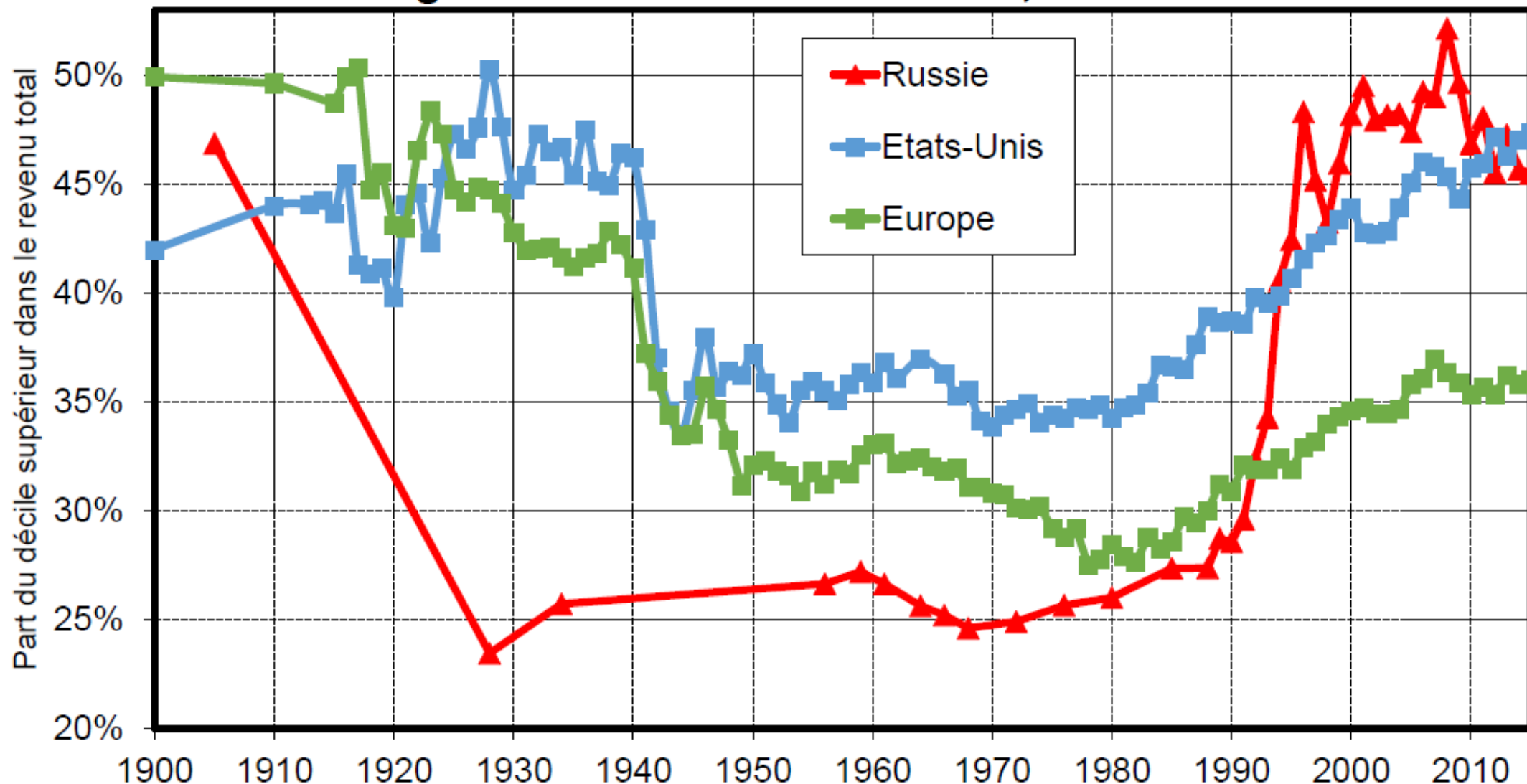


Lecture. La dette publique a fortement progressé à la suite des deux guerres mondiales, pour atteindre entre 150% et 300% du revenu national en 1945-1950, puis de chuter brutalement en Allemagne et en France (annulations de dette, inflation élevée), et plus graduellement au Royaume-Uni et aux Etats-Unis (inflation modérée). Les actifs publics (notamment immobiliers et financiers) varient moins fortement au cours du temps et se situent généralement autour de 100% du revenu national. **Sources et séries:** voir piketty.pse.ens.fr/ideologie (graphique 10.9).

3. Le post-communisme, l'échec du reaganisme et le risque d'une nouvelle dérive nationaliste et identitaire au 21^e siècle

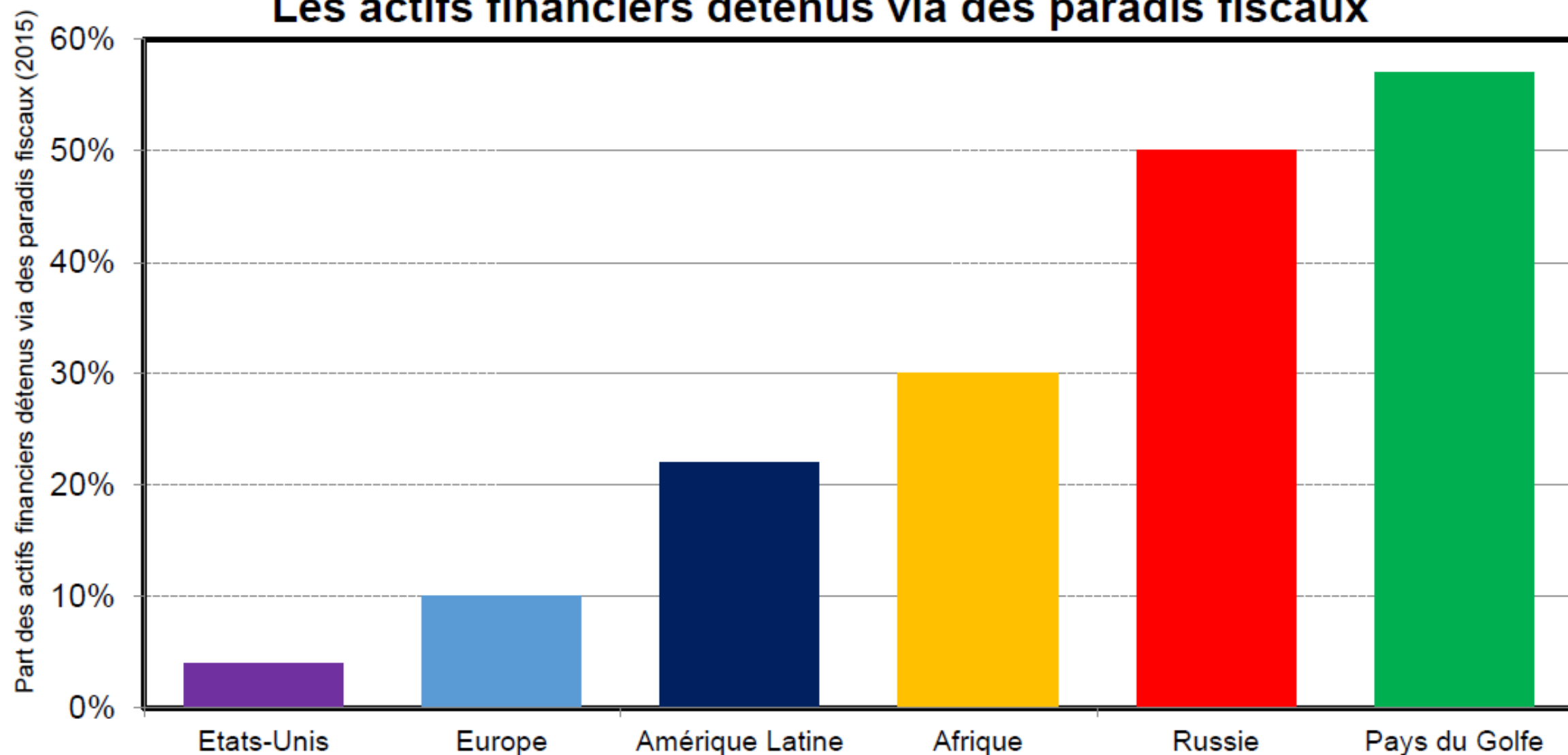
- Le post-communisme est devenu le meilleur allié de l'hyper-capitalisme: il nourrit une désillusion face à toute forme d'économie juste et d'internationalisme égalitaire
- L'échec du reaganisme et la montée des inégalités ont également contribué à un mouvement de retour vers les frontières et de nouvelles formes de dérives identitaires

L'inégalité des revenus en Russie, 1900-2015



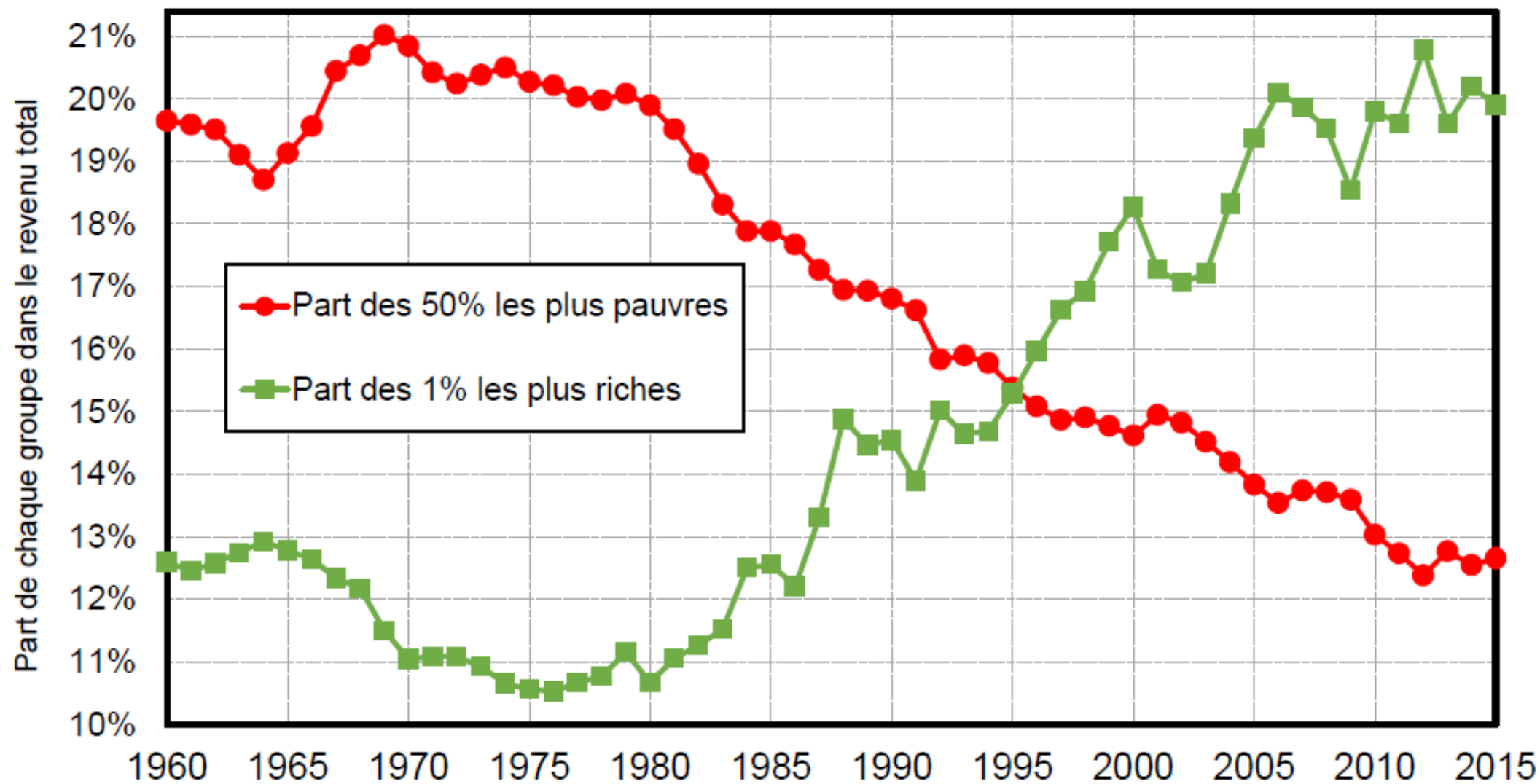
Lecture. La part du décile supérieur (les 10% des revenus les plus élevés) dans le revenu national total était en moyenne d'environ 25% en Russie soviétique, soit un niveau plus faible qu'en Europe occidentale et qu'aux Etats-Unis, avant de s'élever à 45%-50% après la chute du communisme et de dépasser les niveaux européens et étatsuniens. **Sources et séries:** voir piketty.pse.ens.fr/ideologie (graphique 12.1).

Les actifs financiers détenus via des paradis fiscaux



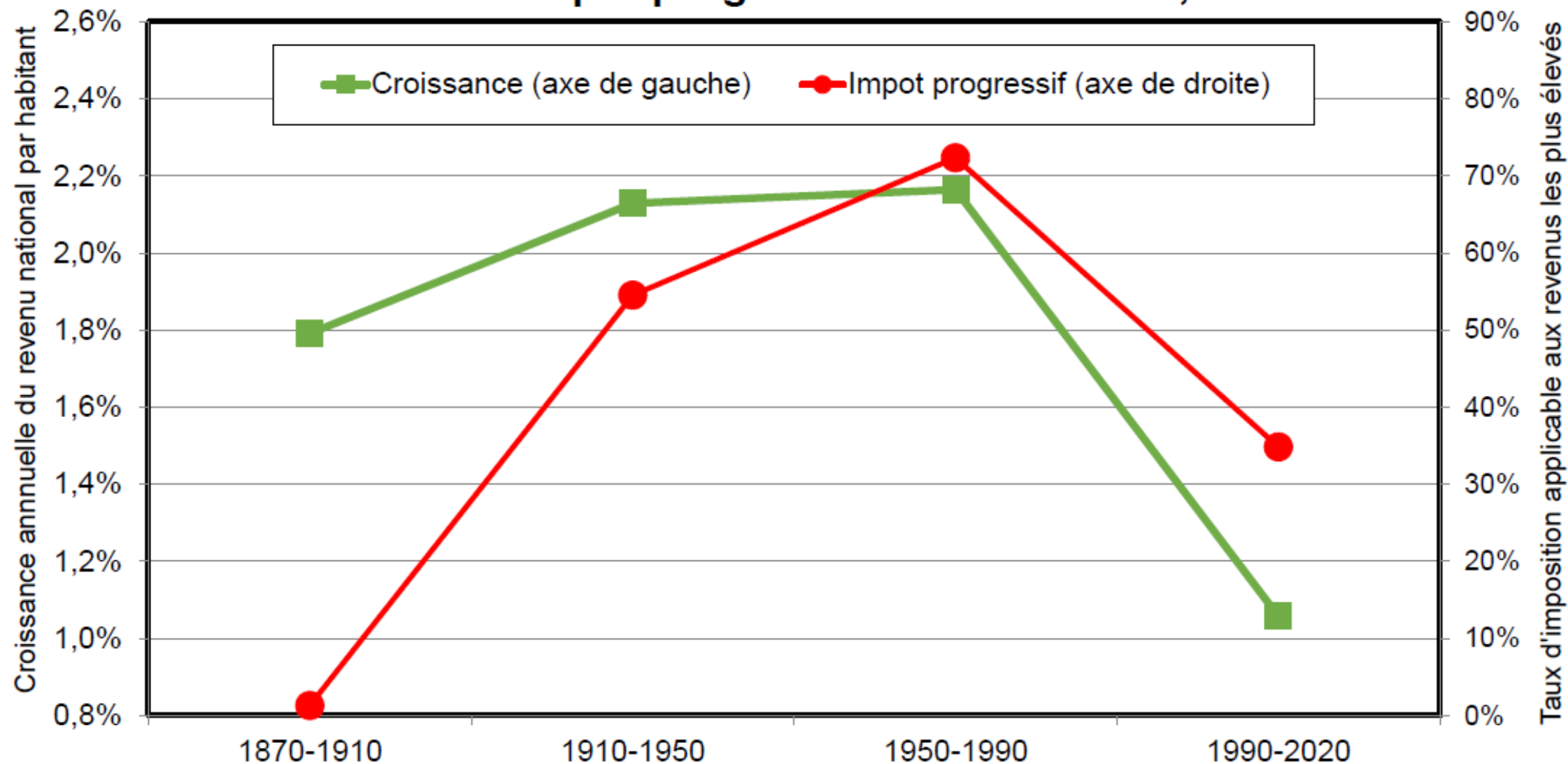
Lecture. En exploitant les anomalies dans les statistiques financières internationales et les décompositions par pays de résidence publiées par la Banque des règlements internationaux et la Banque nationale suisse, on peut estimer que la part des actifs financiers détenus via des paradis fiscaux atteint 4% aux Etats-Unis, 10% en Europe et 50% en Russie. Ces estimations excluent les actifs non financiers (immobilier, etc.) et doivent être considérées comme des estimations minimales. **Sources et séries:** voir piketty.pse.ens.fr/ideologie (graphique 12.5).

La chute de la part des bas revenus: Etats-Unis 1960-2015



Lecture. La part des 50% des revenus les plus faibles est passée d'environ 20% du revenu total aux Etats-Unis dans les années 1970 à 12%-13% dans les années 2010. Au cours de la même période, la part des 1% des revenus les plus élevés est passée de 11% du revenu total à 20%-21%. **Sources et séries:** voir piketty.pse.ens.fr/ideologie (graphique 11.5).

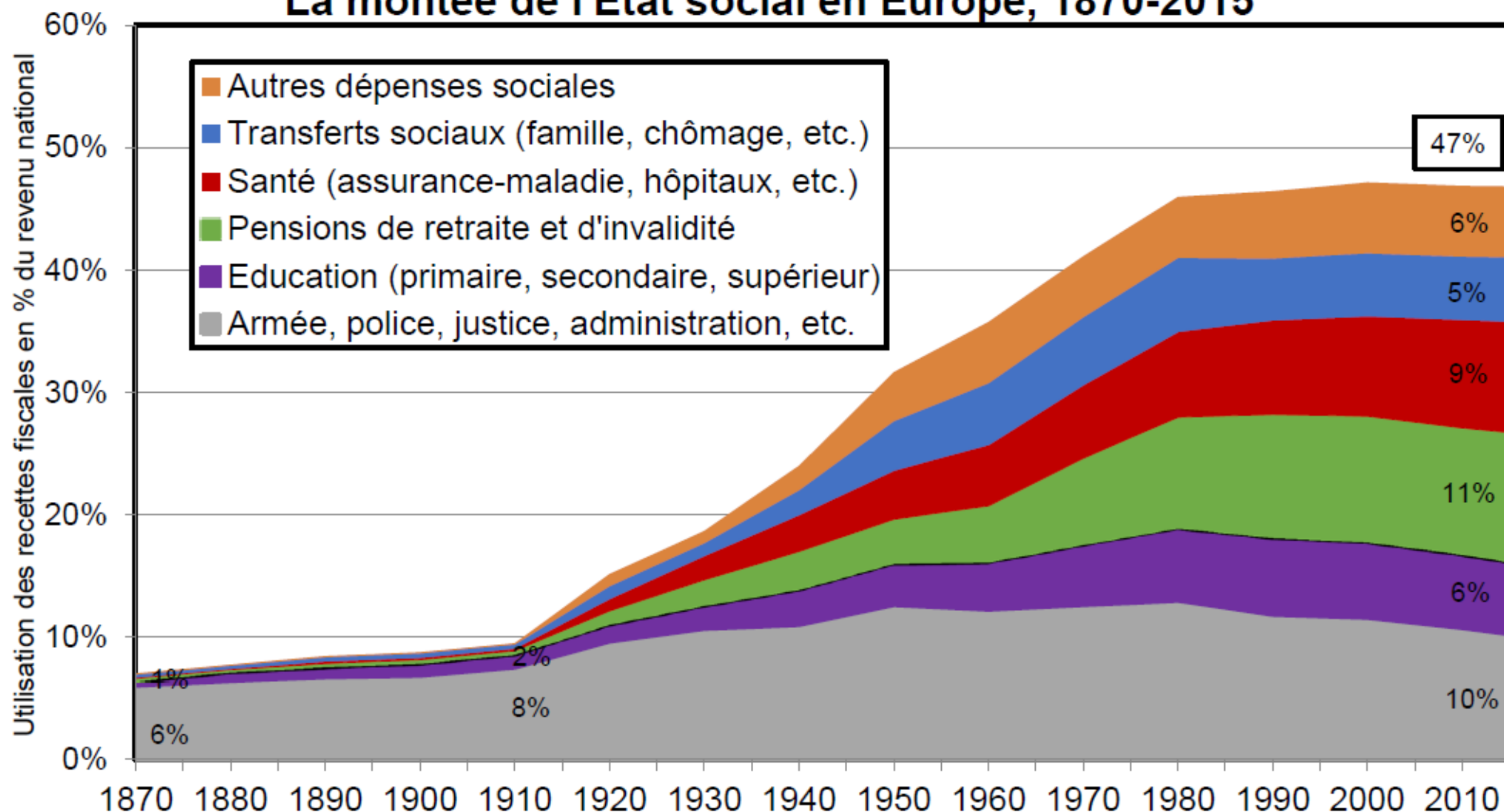
Croissance et impôt progressif aux Etats-Unis, 1870-2020



Lecture. Aux Etats-Unis, la croissance du revenu national par habitant est passée de 2,2% par an de 1950 à 1990 à 1,1% par an de 1990 à 2020, alors que le taux marginal supérieur applicable aux revenus les plus élevés passait dans le meme temps de 72% à 35%.

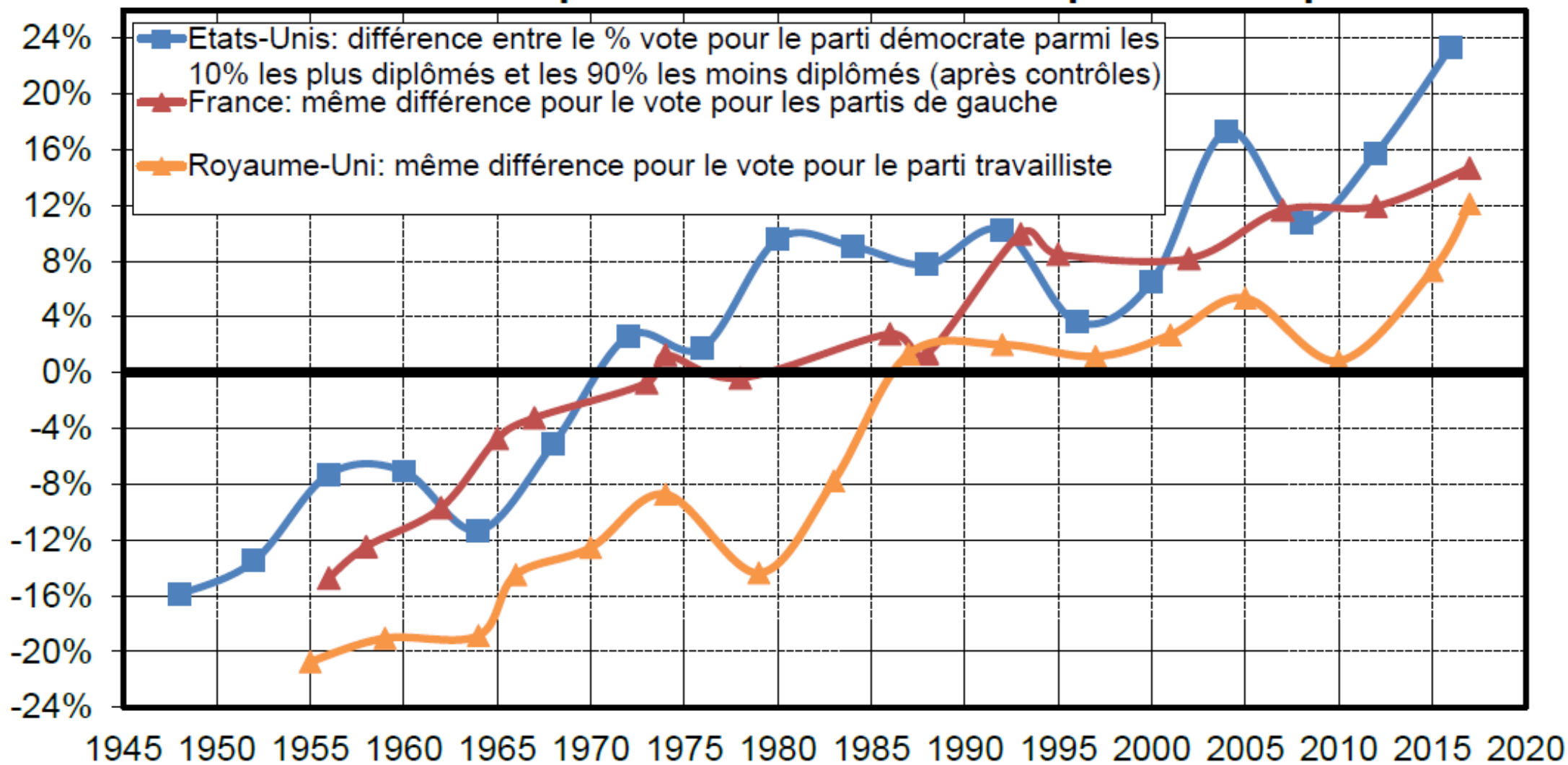
Sources et séries: voir piketty.pse.ens.fr/ideologie (graphique 11.13).

La montée de l'Etat social en Europe, 1870-2015



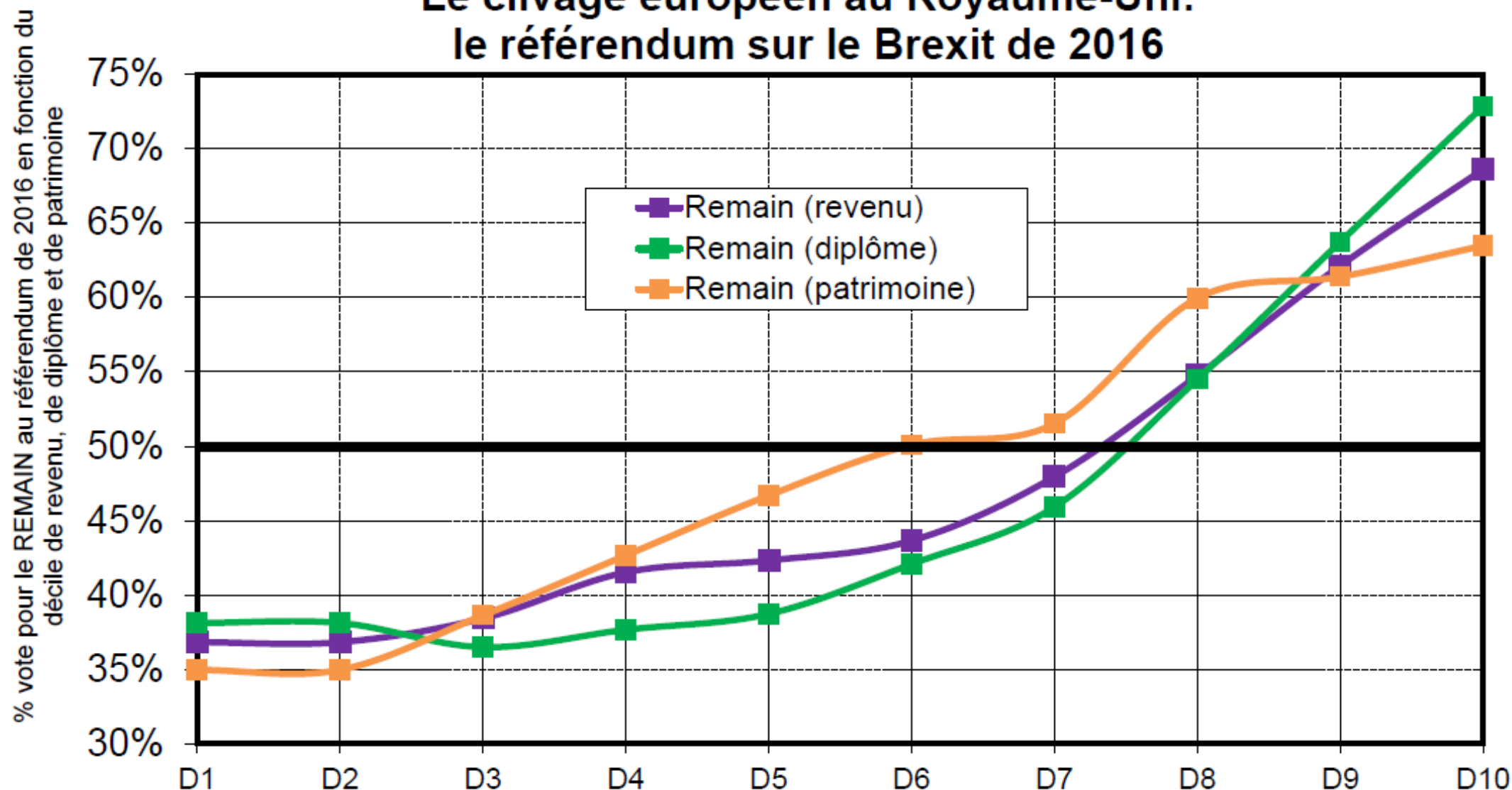
Lecture. En 2015, les recettes fiscales représentaient 47% du revenu national en moyenne en Europe occidentale et étaient dépensées comme suit: 10% du revenu national pour les dépenses régaliennes (armée, police, justice, administration générale, infrastructures de base: routes, etc.); 6% pour l'éducation; 11% pour les retraites; 9% pour la santé; 5% pour les transferts sociaux (hors retraites); 6% pour les autres dépenses sociales (logement, etc.). Avant 1914, les dépenses régaliennes absorbaient la quasi-totalité des recettes fiscales. **Note.** L'évolution indiquée ici est la moyenne Allemagne-France-Royaume-Uni-Suède (voir graphique 10.14). **Sources et séries:** voir piketty.pse.ens.fr/ideologie (graphique 10.15).

La gauche électorale en Europe et aux Etats-Unis, 1945-2020: du parti des travailleurs au parti des diplômés



Lecture. Dans les années 1950-1970, le vote pour le parti démocrate aux Etats-Unis, pour les partis de gauche (socialistes-communistes-radicaux-écologistes) en France et pour le parti travailliste au Royaume-Uni était associé avec les électeurs les moins diplômés; dans les années 1990-2010, il est devenu associé aux électeurs les plus diplômés. **Sources et séries:** voir piketty.pse.ens.fr/ideologie (graphique 14.2).

Le clivage européen au Royaume-Uni: le référendum sur le Brexit de 2016

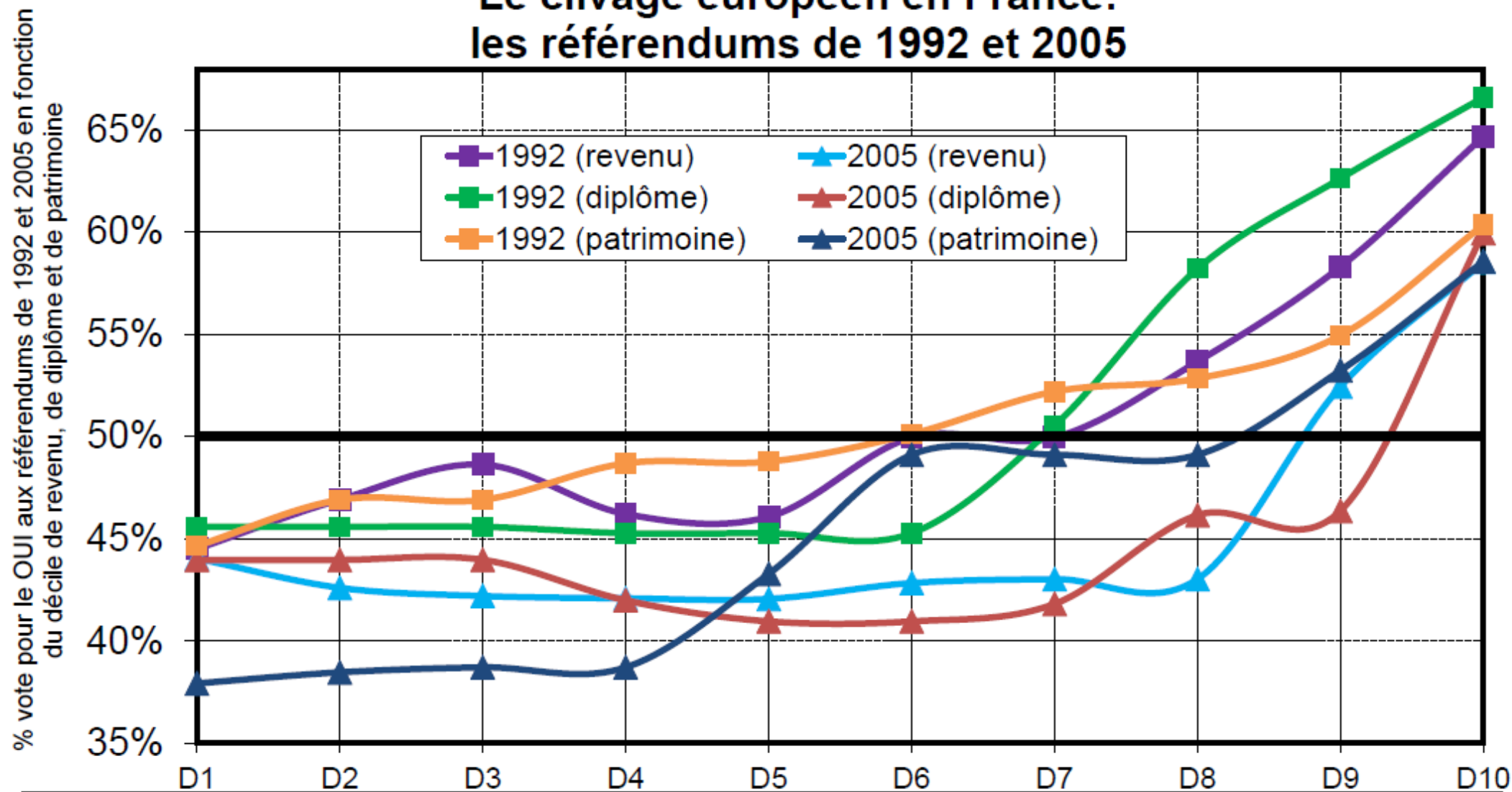


Lecture. Lors du référendum de 2016 sur le Brexit (victoire du Leave avec 52%), le vote est fortement clivé socialement: les hauts déciles de revenu, diplôme et patrimoine votent fortement pour le Remain, alors que les bas déciles votent pour le Leave.

Note: D1 désigne les 10% du bas (pour la répartition du revenu, du diplôme ou du patrimoine, suivant le cas), D2 les 10% suivants, ..., et D10 les 10% du haut.

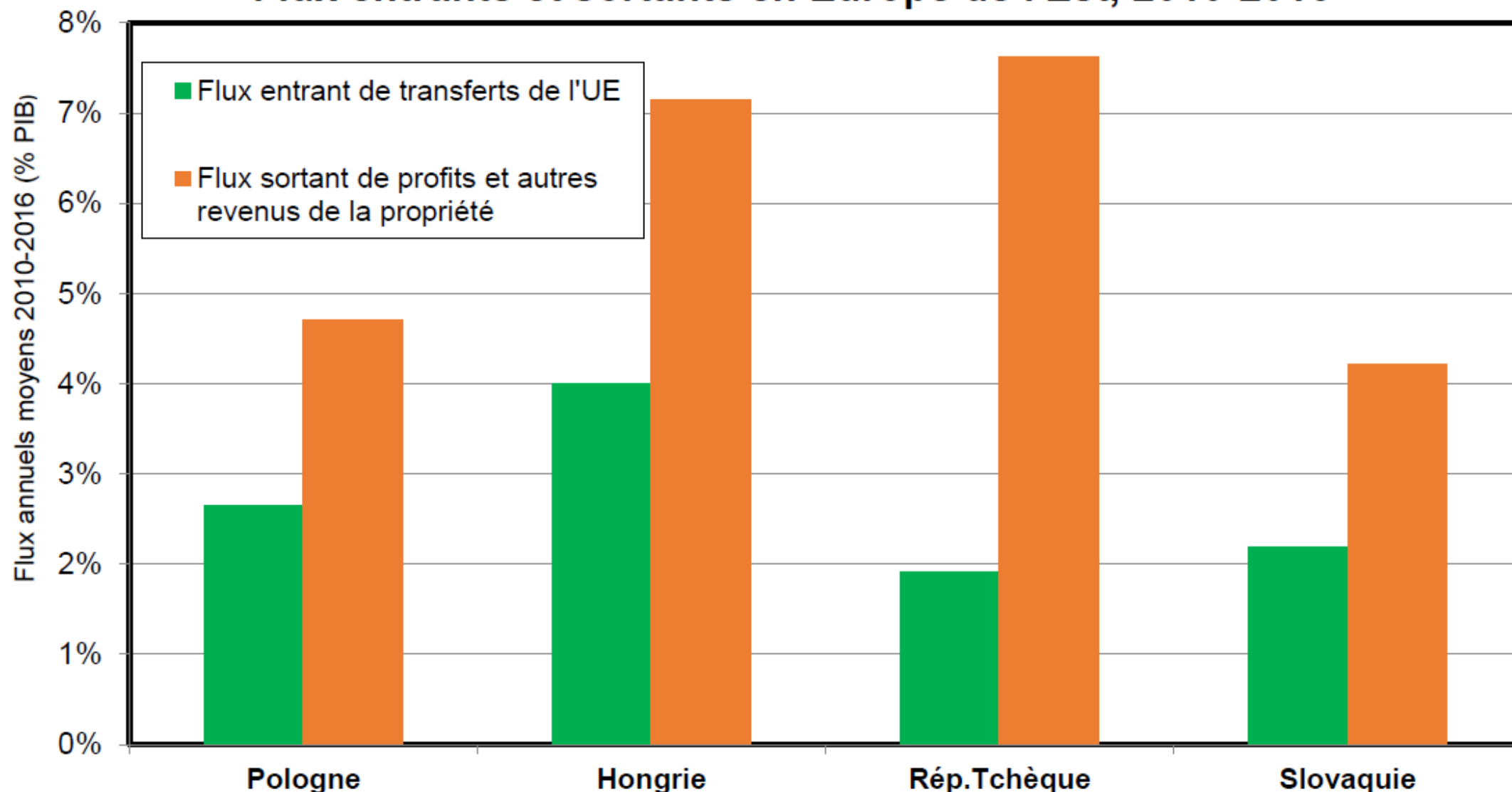
Sources et séries: voir piketty.pse.ens.fr/ideologie (graphique 15.18).

Le clivage européen en France: les référendums de 1992 et 2005



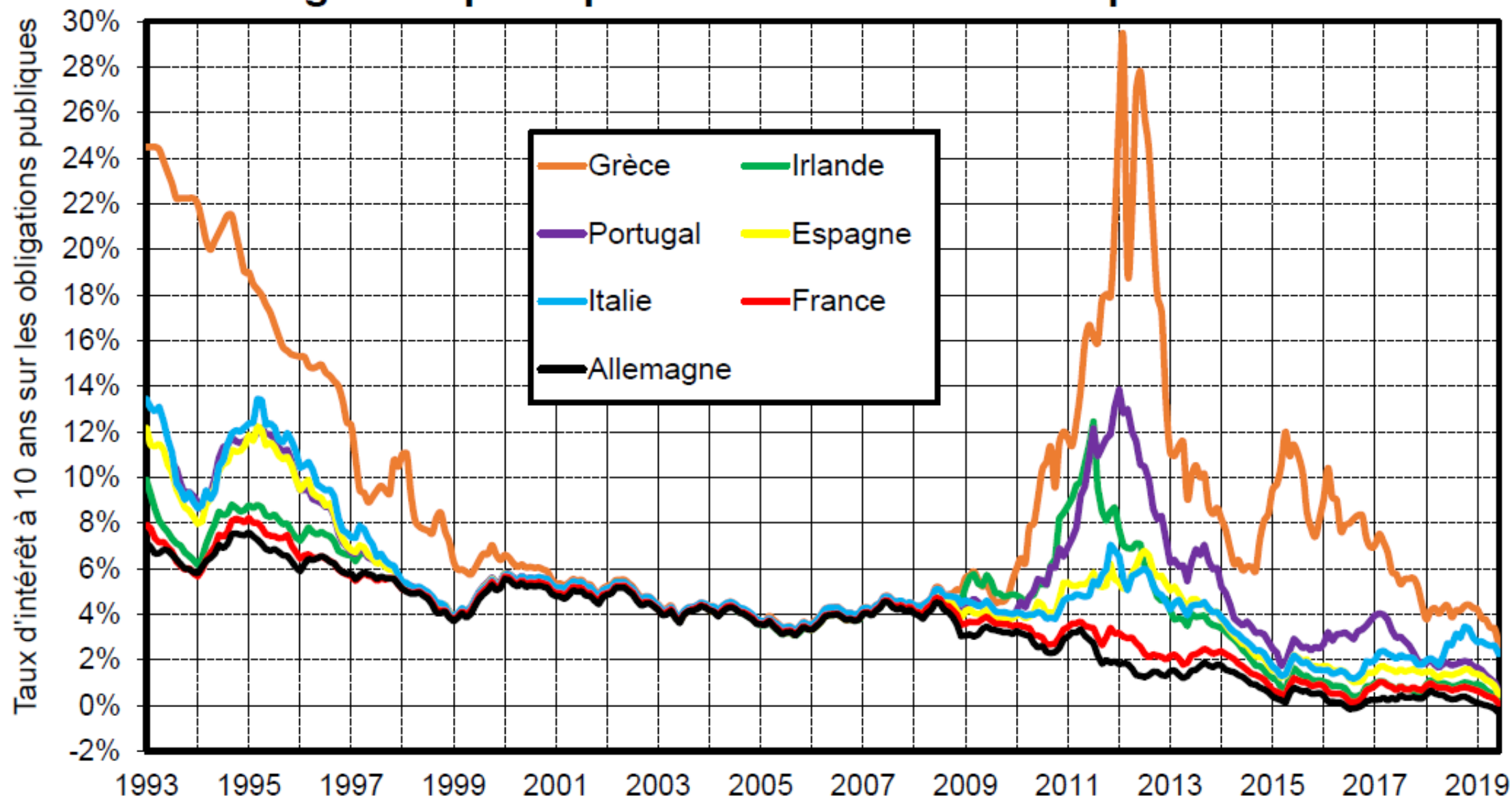
Lecture. Lors du référendum de 1992 sur le traité de Maastricht (victoire du oui avec 51%) comme du référendum de 2005 sur le traité constitutionnel européen (défaite du oui avec 45%), le vote est fortement clivé socialement: les hauts déciles de revenu, diplôme et patrimoine votent fortement pour le oui, alors que les bas déciles votent pour le non. **Note:** D1 désigne les 10% du bas (pour la répartition du revenu, du diplôme ou du patrimoine, suivant le cas), D2 les 10% suivants,..., et D10 les 10% du haut. **Sources et séries:** voir piketty.pse.ens.fr/ideologie (graphique 14.20).

Flux entrants et sortants en Europe de l'Est, 2010-2016



Lecture. Entre 2010 et 2016, le flux annuel de transferts nets en provenance de l'UE (différence entre la totalité des dépenses reçues et des contributions versées au budget de l'UE) s'est élevé à 2,7% du PIB par an en moyenne en Pologne; sur la même période, le flux sortant de profits et autres revenus de la propriété (net du flux sortant correspondant) s'est élevé à 4,7% du PIB. Pour la Hongrie, ces mêmes chiffres étaient de 4,0% et 7,2%. **Sources et séries:** voir piketty.pse.ens.fr/ideologie (graphique 12.10).

Intégration politique et taux d'intérêt: Europe 1993-2019

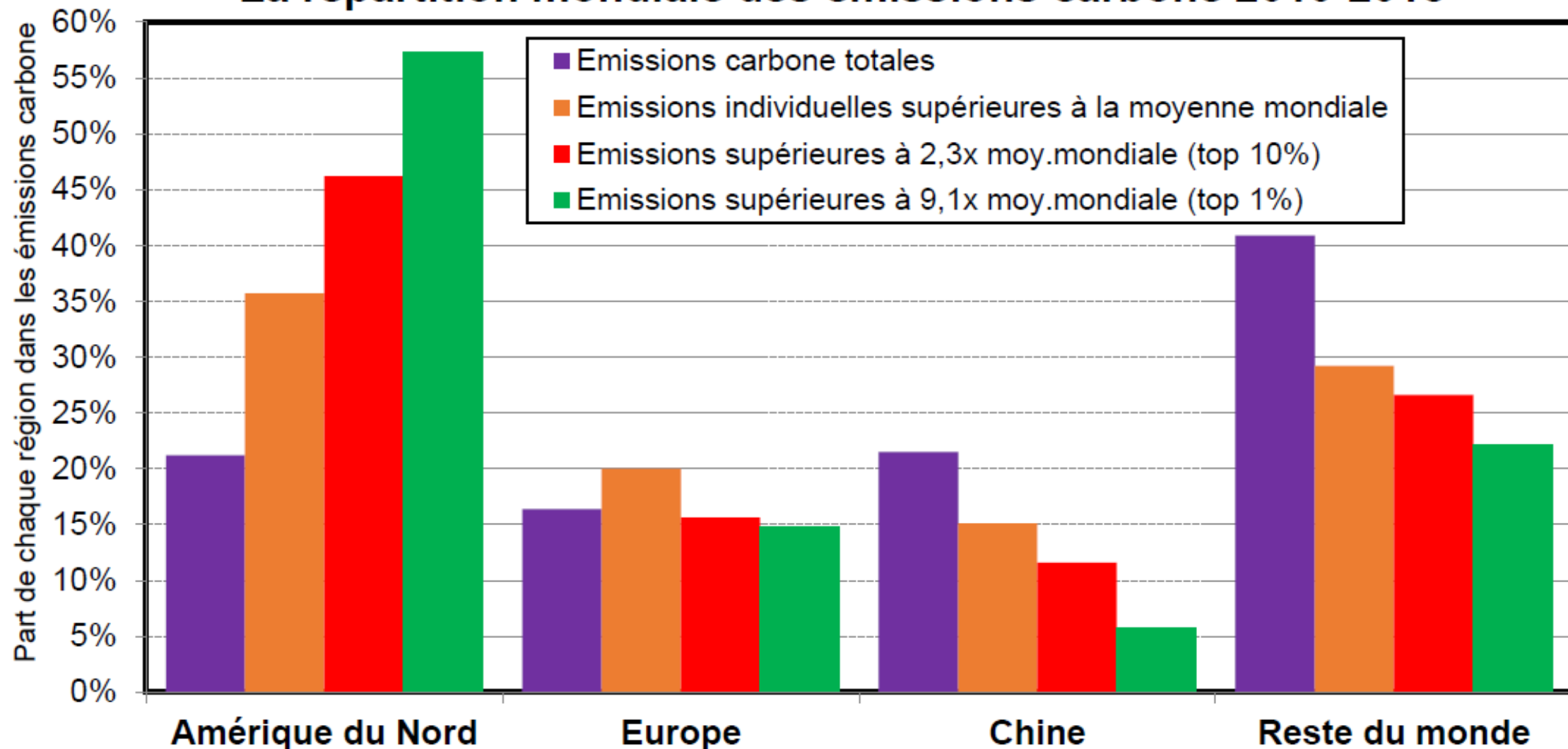


Lecture. Les taux d'intérêt nominaux à 10 ans sur les obligations publiques observés sur les marchés financiers avaient convergé au sein de la zone euro lors de la mise en place de l'euro en 1999-2002, avant de diverger à la suite de la crise financière de 2008 (faillite de Lehman en septembre 2008) et de la crise des dettes de la zone euro en 2010-2012. **Sources et séries:** voir piketty.pse.ens.fr/ideologie (graphique S12.11).

4. Pistes pour une sortie de crise apaisée: le social-fédéralisme et le socialisme participatif

- Pour résoudre les défis climatiques et inégalitaires, il faut dépasser le capitalisme et la sacralisation de la propriété privée (sur les ressources naturelles, les connaissances, etc.)
- **Propriété sociale et temporaire:** équilibrer les droits des propriétaires par ceux des salariés, faire circuler le pouvoir et la propriété privée en la limitant à une ampleur raisonnable
- **Justice éducative** réelle et vérifiable
- **Social-fédéralisme:** soumettre le libre-échange à des objectifs contraignants de justice sociale, fiscale et climatique

La répartition mondiale des émissions carbone 2010-2018



Lecture. La part de l'Amérique du nord (Etats-Unis-Canada) dans les émissions carbone totales (directes et indirectes) est de 21% en moyenne en 2010-2018; elle passe à 36% des émissions individuelles supérieures à la moyenne mondiale (6,2t CO₂e par an), 46% des émissions supérieures à 2,3 fois la moyenne mondiale (soit le top 10% des émissions individuelles mondiales, responsables de 45% des émissions totales, vs 13% pour les 50% les moins émetteurs), et 57% des émissions supérieures à 9,1 fois la moyenne (soit le top 1% des émissions individuelles mondiales, responsables de 14% des émissions). **Sources et séries:** voir piketty.pse.ens.fr/ideologie (graphique 13.7).

La circulation de la propriété et l'impôt progressif

Impôt progressif sur la propriété (financement de la dotation en capital versée à chaque jeune adulte)

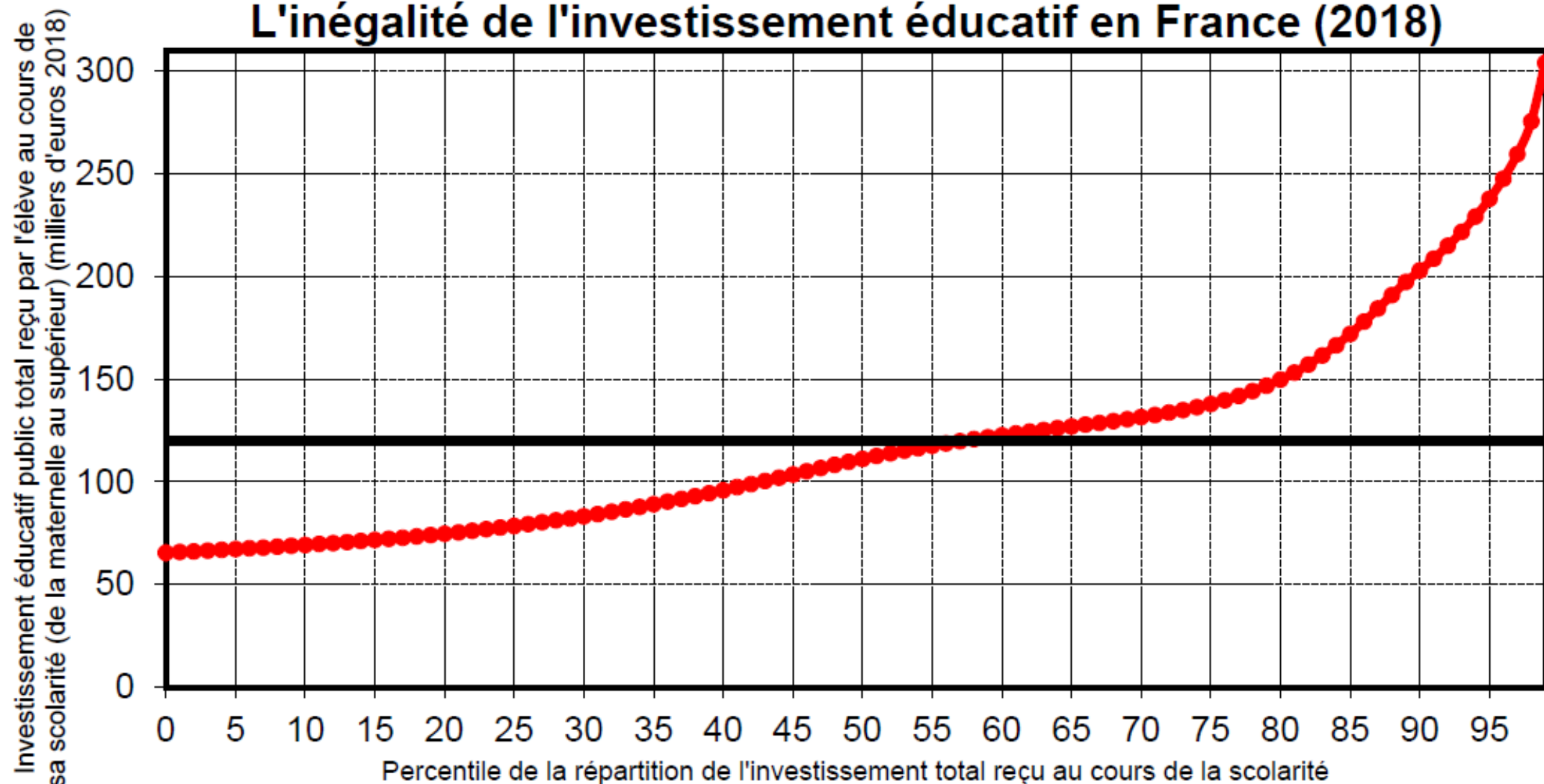
Multiple du patrimoine moyen	Impôt annuel sur la propriété (taux effectif d'imposition)	Impôt sur les successions (taux effectif d'imposition)
0,5	0,1%	5%
2	1%	20%
5	2%	50%
10	5%	60%
100	10%	70%
1000	60%	80%
10000	90%	90%

Impôt progressif sur le revenu (financement du revenu de base et de l'Etat social et écologique)

Multiple du revenu moyen	Taux effectif d'imposition (y compris cotisations sociales et taxe carbone)
0,5	10%
2	40%
5	50%
10	60%
100	70%
1000	80%
10000	90%

Lecture. Le système fiscal proposé comprend un impôt progressif sur la propriété (impôt annuel et impôt successoral) finançant une dotation en capital à chaque jeune adulte et un impôt progressif sur le revenu (y compris cotisations sociales et taxe progressive sur les émissions carbone) finançant le revenu de base et l'Etat social et écologique (santé, éducation, retraites, chômage, énergie, etc.). Ce système de circulation de propriété est l'un des éléments constitutifs du socialisme participatif, avec le partage des droits de vote à 50-50 entre représentants des salariés et actionnaires dans les entreprises. **Note:** dans l'exemple donné ici, l'impôt progressif sur la propriété prélève environ 5% du revenu national (permettant de financer une dotation en capital équivalente à 60% du patrimoine moyen versée à 25 ans) et l'impôt progressif sur le revenu environ 45% du revenu national (permettant de financer un revenu de base annuel équivalent à 60% du revenu moyen après impôt, à hauteur de 5% du revenu national, et l'Etat social et écologique à hauteur de 40% du revenu national). **Sources:** voir piketty.pse.ens.fr/ideologie (tableau 17.1).

L'inégalité de l'investissement éducatif en France (2018)



Lecture. L'investissement éducatif public total dont auront bénéficié au cours de l'ensemble de leur scolarité (de la maternelle au supérieur) les élèves de la génération atteignant 20 ans en 2018 se monte en moyenne à environ 120 k€ (soit approximativement 15 années de scolarité pour un coût moyen de 8 k€ par an). Au sein de cette génération, les 10% des élèves ayant bénéficié de l'investissement public le plus faible ont reçu environ 65-70 k€, alors que les 10% ayant bénéficié de l'investissement public le plus important ont reçu entre 200 k€ et 300 k€.

Note: les coûts moyens par filière et par années de scolarité s'échelonnent dans le système français en 2015-2018 entre 5-6 k€ dans la maternelle-primaire, 8-10 k€ dans le secondaire, 9-10 k€ à l'université et 15-16 k€ dans les classes préparatoires aux grandes écoles. **Sources et séries:** voir piketty.pse.ens.fr/ideologie (graphique 17.1).

Une nouvelle organisation de la mondialisation: la démocratie transnationale

Assemblée transnationale

En charge des **biens publics globaux** (climat, recherche, etc.) et de la **justice fiscale globale** (impôts communs sur les plus hauts patrimoines et revenus et les plus grandes entreprises, taxes carbone)

Assemblée nationale
Pays A

Assemblée nationale
Pays B

Assemblée nationale
Pays C

Assemblée nationale
Pays D

...

Lecture. Selon l'organisation proposée, les traités régulant la mondialisation (circulation des biens, des capitaux et des personnes) prévoieraient désormais la création entre les Etats et Unions régionales concernés d'une Assemblée transnationale en charge des biens publics globaux (climat, recherche, etc.) et de la justice fiscale globale (impôts communs sur les plus hauts patrimoines et revenus et les plus grandes entreprises, taxes carbone). **Note.** Les pays A, B, C, D peuvent être des Etats comme la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, etc., auquel cas l'Assemblée transnationale serait l'Assemblée européenne; ou bien les pays A, B, etc., peuvent être des Unions régionales comme l'Union européenne, l'Union africaine, etc., auquel cas l'Assemblée transnationale serait celle de l'Union euro-africaine. L'Assemblée transnationale peut être formée de députés des Assemblées nationales et/ou de députés transnationaux élus spécialement à cet effet, suivant les cas. **Sources:** voir piketty.pse.ens.fr/ideologie (tableau 17.2).

Conclusion

- En proposant une histoire économique, sociale, intellectuelle et politique des régimes inégalitaires, ce livre montre la fragilité et les transformations permanentes des idéologies inégalitaires
- Les idéologies inégalitaires du présent ne sont pas toujours plus raisonnables que celles du passé, et elles finiront elles-aussi par être remplacées par d'autres.
- **L'histoire comme lutte des idéologies et comme quête de la justice**
- A la différence de la pure lutte des classes, la lutte des idéologies repose sur l'échange, le partage des expériences, et la délibération. Personne ne détiendra jamais la vérité ultime sur la propriété juste, l'éducation juste, la frontière juste. Pour que les crises et les luttes aient des débouchés utiles, il faut débattre, débattre, débattre...

- Les positions défendues dans ce livre sur le socialisme participatif et le social-fédéralisme peuvent sembler radicales. Mais en vérité, elles se situent dans la droite ligne d'un mouvement vers le socialisme démocratique à l'oeuvre depuis le 19^e siècle et de mesures expérimentées au 20^e siècle :
 - Cogestion germanique-nordique, progressivité fiscale à l'anglo-saxonne, réservations-quotas à l'indienne, etc.
- Une partie de notre désarroi contemporain s'explique aussi par l'autonomisation excessive de la sphère économique vis-à-vis des autres sciences sociales et de la sphère civique et politique. Ce livre essaie de contribuer à la réappropriation citoyenne du savoir économique et historique.
- **Merci pour votre attention!**